

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE AUX PAYS-BAS

LA LOI SUR LES ENTENTES INDUSTRIELLES OBLIGATOIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Mars 1938, à 13 heures 30

PAR

JEAN FÉLIX-FAURE

Président : M. BAUDIN, professeur.

Suffragants { *MM. NOYELLE, professeur.*
PERROUX, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, 3

1938

**L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE
AUX PAYS-BAS**

LA LOI SUR LES ENTENTES INDUSTRIELLES OBLIGATOIRES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE AUX PAYS-BAS

LA LOI SUR LES ENTENTES INDUSTRIELLES OBLIGATOIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Mars 1938, à 13 heures 30

PAR

JEAN FÉLIX-FAURE

Président : M. BAUDIN, professeur.

Suffragants { MM. NOYELLE, professeur.
PERROUX, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, 3

1938



L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

AUX PAYS-BAS

INTRODUCTION

La loi, tendant à attribuer force obligatoire générale à des conventions entre chefs d'entreprise et à priver de telles conventions du caractère obligatoire ¹, qui fut votée le 24 mai 1935 par le Parlement néerlandais, constitue, comme l'a dit le Ministre chargé de la défendre devant les États Généraux ², une étape modeste dans la voie de l'organisation des professions de droit public.

C'est donc le problème de l'« Ordening » c'est-à-dire, de l'économie organisée ou concertée qui a été posé, lors de la discussion de la loi, au sein du Parlement comme dans les milieux doctrinaires et des affaires, problème à l'étude ou déjà résolu à cette époque, dans la plupart des pays du monde, sous l'effet de causes analogues dont la principale fut la crise économique qui survint en 1929.

Les solutions adoptées selon le régime politique des différents pays, ont évolué du corporatisme d'État tel qu'il a été institué, avec des variantes, en Italie, en Allemagne et en Autriche par exemple, au corporatisme d'asso-

1. Voir note p. 64.

2. Mr M. P. L. Steenberghe qui fut Président de la Fédération patronale catholique.

ciation ou à l'organisation corporative sanctionnée par l'État préconisés par les pays démocratiques : les Pays-Bas avec la loi précitée, la Grande-Bretagne avec l' « Industrial Reorganisation Act » pour rendre possible le self-government des industries (en conférant le caractère obligatoire à l'égard de toute une profession, à des ententes privées), la Belgique avec l'Arrêté du 13 janvier 1935, tendant à la réglementation économique de la production et de la distribution, les États-Unis avec les « codes de la concurrence loyale », la France avec le projet de loi Flandin-Marchandau sur les accords professionnels, déposé le 10 janvier 1935 devant la Chambre des députés, pour ne citer que quelques exemples¹.

Aux Pays-Bas, tous les partis ont reconnu dans une certaine mesure que pour remédier à l'anarchie et pour retrouver l'équilibre disparu, il fallait mettre de l'ordre dans la production et dans la distribution, en régularisant l'économie nationale. Tous donc acceptaient en principe cette idée d' « ordening », dont le parti catholique hollandais à la suite de l'Encyclique « Quadragesimo Anno » s'est fait le champion, mais les divergences subsistaient quant aux moyens à employer pour la réaliser dans la pratique et surtout quant aux espoirs divers qui se cachaient sous le même vocable.

Il y a quelques mois, le Professeur Aalberse exposait la position prise par les catholiques², dont il était alors le

1. Le cas du Portugal qui est passé du corporatisme d'État au corporatisme d'association est intéressant à signaler, car on semble plutôt redouter dans les milieux libéraux, la transformation inverse, sous l'effet des interventions trop poussées de l'État dans l'organisation corporative.

2. Le parti catholique compte depuis les élections du printemps 1937, 31 membres sur 100 à la Deuxième Chambre des États Généraux.

« leider » à la Deuxième Chambre ¹. Devant le problème de l'organisation professionnelle, la crise actuelle, disait-il, n'est pas une crise normale qui sera finie d'ici quelques années. On assiste actuellement à une sorte de tremblement de terre qui a provoqué d'importants déplacements de terrain et un changement de structure durable. Par le protectionnisme, l'autarcie et le nationalisme, on a transformé le libre trafic mondial en un « troc » fortement entravé entre des économies nationales fermées. Il faut donc s'adapter à la situation nouvelle, nationalement et internationalement.

Les catholiques hollandais rejettent un mercantilisme ressuscité comme le capitalisme d'État, et veulent par une organisation professionnelle issue de la vie économique, parvenir à l'organisation professionnelle de droit public, pourvue d'un pouvoir réglementaire et fonctionnant sous le contrôle de l'État. Contrairement à l'individualisme absolu qui ne connaît que l'individu et au socialisme absolu qui ne connaît que l'être social, la sociologie catholique considère l'homme à la fois comme un individu et comme un être social. Son programme n'est donc pas un compromis entre les deux doctrines, il est un essai de synthèse.

Contre la concurrence ruineuse issue des méthodes modernes de production et du resserrement des débouchés, les chefs d'entreprise ont eux-mêmes, dans de nombreux cas, cherché à s'entendre librement et à collaborer au lieu de se combattre. Mais différents obstacles se sont opposés à la réussite complète de ces tentatives. D'une part, l'opposition de principe de certains industriels qui se refusent à

1. *Handelsblad*, 9 novembre 1935.

sacrifier une partie de leur indépendance, d'autre part, l'inefficacité des sanctions comme le boycottage, offertes contre des manquements à des obligations contractuelles, basées sur le droit privé.

La majorité du parti protestant chrétien-historique¹ s'est également prononcée en faveur de l'« ordening ».

Pour elle, cette idée signifie avant tout, que le système de l'individualisme économique, s'appuyant sur la libre concurrence et sur la libre formation des prix comme régulateurs décisifs de la vie économique, témoigne de telles imperfections et a éveillé à juste titre une telle opposition, qu'il ne peut plus dominer l'organisation de la vie économique, dans la mesure où il l'a fait jadis, et qu'en conséquence il faut faire une place plus grande à d'autres formes d'organisation. Cette idée d'« ordening » est donc en premier lieu, le rejet du principe économique de la liberté en tant que norme pour les actions politiques sur le terrain social et économique².

L'État a dans ces conditions une triple tâche :

- a) Créer les conditions permettant une utilisation efficace des forces économiques dont le pays dispose, en tenant compte de la dépendance réciproque des différents éléments de l'économie nationale ;
- b) Encourager la formation de situations saines dans chaque branche séparément ;
- c) Faciliter l'adaptation aux changements survenus dans

1. Ce parti compte 8 membres sur 100 à la Deuxième Chambre des États Généraux.

2. Rapport van de commissie inzake ordening van het bedrijfsleven. (Rapport sur l'organisation des professions). Parmi les auteurs de ce rapport, se trouvait le Professeur Lieftink, président de la commission permanente du Conseil Économique, instituée par l'article 12 de la loi de 1935.

la structure de la vie économique et tempérer autant que possible les variations dans la conjoncture.

L'État ne sort pas de la tâche qui lui incombe dans le domaine économique quand, à côté des règles générales qu'il établit par la loi, il adopte dans certaines circonstances des dispositions spéciales, soit qu'il délègue des pouvoirs aux organes de la vie économique, soit qu'il sanctionne les réglementations de la vie économique, soit qu'il prenne directement des mesures gouvernementales ayant un caractère plus ou moins centralisateur.

Pour le parti anti-révolutionnaire¹ qui compte parmi ses membres l'actuel président du Conseil, le Dr Colijn, l'« *ordering* » est constitué par « toutes les mesures qui peuvent servir à faire disparaître des situations désespérées et à combattre les abus qui sont les conséquences soit de l'égoïsme individuel, soit de l'absolutisme de l'État ou d'un groupe »².

L'État a donc le devoir d'encourager les efforts d'organisation faits par la vie économique et celui d'adopter, dans le domaine social et économique, des mesures de nature à permettre la coordination adéquate des différents intérêts et forces en présence ainsi que la collaboration des éléments participant à la production et à la distribution.

Le but de ce système n'est pas d'éliminer l'individu, le groupe ou la communauté avec leurs intérêts respectifs

1. Parti protestant qui compte 17 membres sur 100 à la Deuxième Chambre. Depuis les élections du printemps 1937, le Cabinet Colijn s'appuie sur une majorité formée de catholiques, d'anti-révolutionnaires et de chrétiens-historiques.

2. Professeur Gerbrandy : Rapport inzake *ordering* van het Bedrijfsleven (Rapport au sujet de l'organisation de la vie économique ou des professions).

mais de combattre l'hypertrophie de l'un de ces trois éléments dans l'organisation de la vie économique et d'éviter le préjudice qui en résulterait pour le reste de la population.

De leur côté, les socialistes¹ et les syndicalistes ont reconnu les profondes modifications survenues dans la structure économique, à la suite de la crise, la défiance qui se manifeste à l'égard de la doctrine du « laissez-faire », et la nécessité de soumettre à des règles la vie économique. Pour eux, l'« ordening » correspond à ce qu'autrefois on intitulait concentration économique, limitation de la concurrence, cartellisation, avec les risques qu'elles comportent pour le consommateur. Ils admettent, toutefois, la nécessité de l'organisation professionnelle en ce qu'elle tend essentiellement à créer un équilibre entre la production et la consommation afin de prévenir autant que possible les conséquences néfastes de hausse et de crise et à obtenir, pour la grande masse de la population, le maximum de bien-être et de garantie d'existence, en mettant fin, en outre, au gaspillage. Le parti socialiste hollandais rejette le corporatisme d'État qui poursuit des fins autarciques ou nationalistes, de même que le système corporatif et le système qui a trouvé son application dans la loi de 1935. Il prétend trouver dans ce dernier, la trace des procédés utilisés par les chefs d'entreprise pour former des trusts et des cartels, dans leur propre intérêt et au détriment des consommateurs et y voit une tendance vers la hausse des prix par la limitation de la production et des débouchés.

1. *De Vakbeweging en de Economische Opbouw*. (Le mouvement syndicaliste et la reconstruction économique).

Le parti socialiste compte 23 membres sur 100 à la Deuxième Chambre

Pour ce parti, la solution du problème de la régularisation de la vie économique serait trouvée dans l'élargissement des fonctions réservées aux Conseils professionnels¹ qui en plus de leurs actuelles attributions sociales devraient recevoir des pouvoirs d'ordre économique pour être à même de régler simultanément deux catégories de questions qui sont étroitement liées dans la pratique.

Et c'est par là que ses désiderata se rapprochent de ceux exprimés maintes fois par le parti catholique, qui voudrait voir les problèmes économiques et sociaux traités sur un plan d'ensemble. Mais le parti catholique estime, à l'exception de ses éléments socialisants, que la formation paritaire des Conseils professionnels, si elle les qualifie pour remplir un rôle purement consultatif, les rend impropres à prendre des décisions qui engagent le capital d'une entreprise dont seul l'entrepreneur a le risque et la responsabilité.

En vérité, les socialistes voient dans l'« ordering » la possibilité de réaliser peu à peu leur formule de la cogestion ouvrière qui, suivant leur programme, doit former la transition entre le système capitaliste et le régime collectiviste².

Les partisans du libéralisme classique ont accepté les ententes contre la surproduction et contre le suréquipement pour lutter contre la défaillance passagère de la loi de la concurrence et de la loi de la faillite³. C'est pourquoi les libéraux hollandais à part quelques exceptions, ont reconnu, eux aussi, la nécessité de la collaboration entre

1. Voir p. 20.

2. A. Muller S. J. *La politique corporative*.

3. André Piettre. *L'Evolution des Ententes Industrielles en France depuis la crise*.

les chefs d'entreprise, mais ils n'ont pas manqué de faire des réserves sur les conséquences pouvant résulter de l'intervention de l'État dans les affaires privées et de l'admission des ouvriers, même à titre purement consultatif, sur un terrain qui est réservé au chef d'entreprise.

*
* * *

On conçoit que la loi sur les ententes obligatoires ait donné lieu à des discussions passionnées, puisque d'accord sur le principe de son utilité, chaque parti trouvait qu'elle ouvrait des perspectives trop vastes ou trop réduites. Nous reviendrons plus loin sur les principales objections qui lui ont été faites.

Au préalable, nous étudierons dans un chapitre préliminaire les principales interventions de l'État dans les domaines économique et social, remarquant que sous l'effet de la crise, aggravée et prolongée aux Pays-Bas par la politique de déflation poursuivie par le Gouvernement ¹, elles ont été dans bien des cas réclamées par les partisans les plus farouches de la doctrine libérale, ce qui montre un côté de cet individualisme égoïste qui, sollicitant l'aide des Pouvoirs publics quand son intérêt est en jeu, en rejette le contrôle et les directives, quand il s'agit de sacrifices à faire à l'intérêt général. Dans un deuxième chapitre, nous donnerons quelques exemples des efforts faits par les industries privées pour constituer volontairement des ententes, efforts dont la dépression économique a accru la nécessité.

Le ministre des Affaires économiques a pu dire à juste

1. Antérieurement à la dévaluation du florin en septembre 1936.

titre, au moment de la discussion parlementaire, que c'était moins la crise, que la tendance à la collaboration qui se manifeste toujours davantage chez les membres d'une même branche professionnelle, par suite des modifications qui sont en train de s'accomplir dans la structure de la vie économique, qui a incité le Gouvernement à déposer le projet de loi sur les ententes obligatoires et qu'en outre, c'était la raison pour laquelle il ne voulait pas lui donner le caractère d'une mesure temporaire.

CHAPITRE PREMIER

LES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

La crise qui éclata aux États-Unis en 1929 atteignit peu à peu tous les pays et les mit dans l'obligation pour défendre leur économie menacée, d'adopter une politique plus ou moins protectionniste. Les Pays-Bas, par leur situation géographique et le caractère essentiellement commercial de leurs activités étaient condamnés à supporter les effets défavorables d'une autarcie contagieuse qui fermait à la production néerlandaise ses débouchés habituels.

C'est à la suite de l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne et de la renonciation de ce pays à sa politique libre-échangiste que la Hollande se vit contrainte à la fin de 1931, à être infidèle à ses traditions libérales pour prendre à son tour une série de mesures de crise destinées à préserver son marché contre la concurrence étrangère et à maintenir autant que possible le niveau de son exportation. Voici brièvement les principales d'entre elles.

A. — MESURES CONCERNANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LA PROTECTION DU MARCHÉ NATIONAL

1. *Contingentements.*

La loi sur les importations en temps de crise du 23 décembre 1931 donna au Gouvernement hollandais la faculté

de continger les importations « démesurées » en provenance de l'étranger, chaque fois qu'elles mettaient en danger les industries nationales. Un assez grand nombre de contingentements de produits industriels et agricoles furent mis en vigueur en vertu de cette loi.

Les États Généraux viennent de voter ¹ une modification de la loi initiale, grâce à laquelle le Gouvernement aura les pouvoirs d'instituer des contingentements, non seulement pour restreindre les importations excessives, mais encore pour permettre de défendre et d'encourager l'exportation du pays. C'est donner aux Pouvoirs publics la possibilité de s'assurer des éléments de négociation dans la conclusion d'accords commerciaux avec les autres pays.

2. *Droits d'entrée.*

Le Gouvernement s'est fait octroyer par la loi du 17 mai 1934 des pouvoirs étendus en matière douanière, l'autorisant à mettre immédiatement en vigueur, sans à avoir à attendre le vote du Parlement, des modifications douanières (droits d'entrée nouveaux ou majorés, suppression ou réduction de droits d'entrée).

De façon générale, le tarif hollandais 1934 frappe l'importation étrangère des droits douaniers ci-après :

Matières premières : 3 p. 100 *ad valorem*.

Produits auxiliaires pour l'industrie : 6 p. 100 *ad valorem*.

Produits finis : 12 p. 100 *ad valorem*.

1. 23 décembre 1937.

Actuellement un projet de modification douanière à tendance plus protectionniste a été déposé devant les Chambres et il sera vraisemblablement voté.

3. *Réglementation concernant les paiements internationaux.*

Grâce à la loi du 25 juillet 1932, modifiée par celle du 14 novembre 1934, le Gouvernement a la faculté de conclure des arrangements de clearing avec les pays comme l'Allemagne qui ont réglementé le libre mouvement des paiements internationaux ainsi que d'instituer un régime de clearing autonome à l'égard de ceux d'entre eux qui se refusent à conclure des accords de compensation (Espagne).

4. *La loi sur les exportations en temps de crise.*

Elle permet le contingentement des exportations à destination de certains pays, proportionnellement aux montants de devises dont dispose l'Institut Néerlandais de Clearing (organisme chargé de liquider les créances hollandaises bloquées à l'étranger et d'éviter la constitution d'un nouvel arriéré) et qu'il peut mettre à la disposition des exportateurs nationaux.

Cette réglementation paraît avoir donné d'assez bons résultats.

5. *La loi de rétorsion.*

Votée le 5 août 1933, la loi de rétorsion donne au Gouvernement néerlandais une arme économique — inutilisée jusqu'ici — pour prendre des sanctions contre les pays traitant de façon défavorable l'exportation nationale

et avec lesquels les Pays-Bas n'ont pas conclu d'accords de commerce.

B. — INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA VIE ÉCONOMIQUE

Les contingents et les droits d'entrée visaient à réserver aux industriels et commerçants hollandais, en éliminant partiellement la concurrence étrangère, le marché national. Ils tendaient principalement à empêcher un afflux des produits qui ne pouvaient plus entrer dans les autres pays par suite des restrictions à l'importation mises en vigueur et qui tâchaient de pénétrer en Hollande grâce à des prix de dumping, risquant ainsi de désorganiser le marché intérieur. Il s'agissait surtout de mesures préventives.

Dans l'agriculture et dans la navigation, la situation était devenue tellement critique que l'État crut devoir intervenir directement dans la vie économique, pour empêcher la ruine des entreprises de ces branches et sa répercussion funeste pour l'ensemble du pays.

1. *Mesures de crise dans l'Agriculture.*

La fermeture des débouchés où s'écoulait depuis de longues années, l'excédent de la production agricole hollandaise amena, dès 1931, le Gouvernement à adopter une série de réglementations fragmentaires tendant à l'octroi de secours financiers aux industries en difficulté (froment, dextrine, produits laitiers). L'échec de la Conférence économique de Londres fit perdre l'espoir d'un retour à la situation antérieure et les Pouvoirs publics furent contraints de s'engager dans une politique générale d'intervention destinée à adapter l'ensemble de la produc-

tion agricole du pays aux circonstances nouvelles. C'est une véritable expérience d'économie dirigée qui fut tentée à la suite de la loi de crise de l'agriculture — votée le 5 mai 1933 — et plusieurs fois modifiée. Les trois principes de cette loi importante sont les suivants ¹ :

1. — Avant tout, créer la possibilité de subsister pour l'agriculture en période de crise, en relevant artificiellement les prix des produits agricoles, tombés au-dessous du prix de revient.

2. — Réaliser l'adaptation aux circonstances nouvelles en modifiant la nature des produits cultivés, c'est-à-dire stimuler la production des produits jusqu'ici importés de l'étranger, au détriment de ceux qui (comme les produits laitiers et de l'horticulture principalement) se trouvent en partie privés de leurs débouchés à l'extérieur.

3. — Tâcher de maintenir l'exportation, aussi longtemps qu'elle continue à rapporter davantage que les produits utilisés par elle et provenant de l'étranger, ne lui ont coûté.

L'organisation agricole qui fut instituée en vertu de la loi de 1933 est placée sous la direction du ministre des Affaires économiques qui par l'intermédiaire d'un certain nombre d'offices, astreint chaque produit, classé comme « produit de crise », à une réglementation spéciale.

L'État accorde aux producteurs une aide financière, sous forme de crédits, secours directs, primes à l'exportation, fixation de prix minima, dont le financement est confié au « Fonds de crise de l'agriculture ». Cette caisse centrale de secours est alimentée par les taxes perçues sur la consommation intérieure et par les droits que prélèvent à l'entrée ou la sortie de certaines marchandises, les offices

1. *Economische Statistische Berichten* (II décembre 35).

en ayant reçu le monopole d'importation ou d'exportation ¹.

Mais, l'État exige des bénéficiaires de cette aide financière l'adoption de mesures d'assainissement, suivant des directives qu'il leur impose. C'est ainsi qu'ont été édictées un ensemble de prescriptions obligeant les producteurs à restreindre les cultures et l'élevage, à détruire une partie des récoltes ou à abattre un certain pourcentage du cheptel.

Pour éviter de nombreuses faillites, une loi du 17 juin 1932 (modifiée par celle du 7 avril 1933) autorise le fermier de bonne foi à demander à une juridiction spéciale présidée par le juge de paix, une exonération totale ou partielle du prix de sa location, quand il peut justifier qu'il est dans l'impossibilité de s'acquitter de son obligation par suite de circonstances dues à la crise et que son contrat de bail à ferme est antérieur au 10 janvier 1932.

Bien que l'immixtion de l'État ait soulevé nombre de protestations de la part des intéressés, il semble que les producteurs hollandais ont pu, grâce à cette organisation par voie d'autorité, de l'agriculture, traverser sans catastrophe, les plus dures années de la crise mondiale ².

Un certain nombre de produits de la pêche sont réglementés suivant les mêmes principes.

1. Pour le beurre, par exemple, les prix de production anormalement bas sont maintenus à l'exportation, mais le consommateur national paie une taxe intérieure qui sert à subventionner les éleveurs de vaches laitières, sous forme de prime sur chaque litre de lait produit.

2. La tendance nouvelle est de confier aux intéressés eux-mêmes la mission d'établir et d'exécuter des réglementations dans leur profession, sous le contrôle de l'État.

2. *Mesures d'assainissement dans la navigation et dans la batellerie*

Après avoir accordé en 1931 et 1932, à certaines compagnies de navigation en mauvaise posture des avances, le Gouvernement fonda (loi du 25 juillet 1932) une société au capital de 5 millions de florins, la B. E. N. A. S. (Société pour l'encouragement à la Navigation nationale) dont l'État était le principal actionnaire. Sa mission est de financer les entreprises en difficulté, sous forme de crédits, à la condition pour ces entreprises d'accepter de se réorganiser suivant les directives gouvernementales. On retrouve ici le principe adopté à l'égard de l'Agriculture.

D'autre part pour mettre fin à une concurrence intense dans la navigation intérieure, une loi entrée en vigueur à la fin de 1933, créa des commissions d'affrètement chargées de répartir d'une façon uniforme, le tonnage entre les bateliers du pays et de fixer les prix du fret de façon que son taux en soit rémunérateur pour eux.

3. *Projet de coordination des transports terrestres.*

C. — MESURES PRISES POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

On se bornera à énumérer les interventions gouvernementales dans ce domaine.

1° *Création d'un Fonds de Travail*

Destiné au financement de grand travaux et à fournir ainsi des occasions de travail à un nombre de chômeurs

abondant (320.000 en novembre 1937, comprenant seulement des ouvriers inscrits aux assurances contre le chômage).

2° *Restriction de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère*
(loi du 16 mai 1934).

3° *Restriction à la création de nouvelles affaires ou à l'extension de celles existantes, dans le commerce et la petite industrie.*

La loi de mai 1937 subordonne à l'obtention d'une licence, dans les professions qui seront désignées par le ministre des Affaires économiques, l'établissement d'une nouvelle affaire appartenant au commerce ou à la petite industrie ¹. Cette licence n'est délivrée qu'à des entrepreneurs satisfaisant à certaines conditions de connaissance technique, d'aptitude commerciale et de solvabilité. Elle forme à l'égard des entreprises de cette catégorie, le complément indispensable de la loi sur les ententes obligatoires.

4° *Projet de restriction du nombre et de la capacité des affaires dans la grande industrie.*

Aux termes de ce projet, déposé en février 1937, le Gouvernement aurait les pouvoirs de limiter l'établissement de nouvelles affaires ou l'extension de la capacité des affaires existantes, dans les branches de la grande industrie, qui seront désignées par le ministre des Affaires

1. Cette loi a reçu une application vis-à-vis des cordonniers et des dispositions provisoires ont été prises à l'égard des industries de la boucherie et de la boulangerie (voir p. 92).

économiques. L'exposé des motifs qui accompagne le projet de loi considère ce projet comme le complément nécessaire des différentes mesures qui ont été prises par le Gouvernement dans l'intérêt de la vie économique, dans le domaine du mouvement des paiements et des marchandises, dans celui des secours et crédits accordés à différentes branches de l'industrie, enfin dans celui de l'organisation professionnelle, avec la loi sur les ententes industrielles obligatoires notamment.

Ce projet, s'il est voté donnera des pouvoirs d'intervention au Gouvernement beaucoup plus étendus que ceux qu'il possède jusqu'ici, puisqu'il aura la faculté de « diriger » l'industrialisation du pays, qui est actuellement mise en œuvre par lui en Hollande, en proportionnant, de sa seule initiative, le nombre des affaires d'une branche déterminée et leur capacité, aux besoins du marché. Le projet de loi subordonne la création d'une affaire ou l'accomplissement d'activités dans une certaine profession, à l'obtention d'une licence qui sera délivrée par le Département des Affaires économiques.

D. — L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE AUX PAYS-BAS

Il est utile de dire pour compléter cette vue d'ensemble sur les différentes interventions de l'État dans la vie économique, ce qui a été réalisé aux Pays-Bas au point de vue professionnel.

1. — *Le Conseil Supérieur du Travail.*

Créé dès 1918, le Conseil Supérieur du Travail fut réorganisé par la loi du 24 décembre 1927. Il est composé de

60 membres au maximum dont 10 appartiennent à l'administration, 20 sont désignés par les Fédérations patronales, 20 par les Fédérations ouvrières et 10 enfin sont nommés parmi des spécialistes des questions sociales.

Cet organisme, dont le rôle est essentiellement consultatif fournit des avis aux ministres intéressés, à leur demande ou de sa propre initiative, sur toutes les questions intéressant le travail. Certaines lois prévoient la consultation obligatoire de la Commission permanente constituée dans son sein.

2. — *Les Conseils Professionnels (Bedrijfsraden).*

C'est la loi du 7 avril 1933, dont on trouvera le texte en annexe (page 121) qui a donné au Ministre chargé des Affaires sociales le pouvoir de créer, par décret, des Conseils Professionnels dans un groupe d'industries soit dans tout le pays, soit dans une partie du pays (art. 1).

Il faut se garder de confondre ces organismes avec les Conseils d'Entreprise¹ (*ondernemingsraden*), qui seraient limités à une entreprise déterminée.

Les Conseils Professionnels ne peuvent être institués que dans les branches où l'organisation des rapports entre employeurs et ouvriers a atteint un stade avancé, sans que soit nécessaire toutefois l'existence de contrats collectifs du travail dans ces professions. Ces organisations sont composées de membres nommés moitié par les organisations professionnelles d'employeurs et moitié par des organisations d'ouvriers, désignées par le Ministre. Des membres

1. Préconisés par les socialistes et syndicalistes néerlandais (cf. Rapport de la Commission instituée par la N. V. V. (Association Syndicaliste Néerlandaise) et le S. D. A. P. (Parti ouvrier social démocrate) sur la pratique des Conseils d'Entreprise à l'étranger (1932).

peuvent être pris éventuellement hors de la profession.

La tâche et la compétence d'un Conseil Professionnel sont multiples ¹.

a) Organe de liaison entre les employeurs et les employés, le Conseil Professionnel est chargé notamment d'établir des projets de conditions du travail, autant que possible sous la forme d'un contrat collectif de travail ; de discuter les questions commerciales et techniques du groupe, pour autant qu'elles peuvent avoir de l'influence sur la situation des ouvriers.

b) Organe consultatif et d'exécution, le Conseil Professionnel doit fournir ses avis à certaines autorités et le cas échéant aux particuliers sur tous les projets qui ont trait au travail dans la profession ; il doit entre autres apporter son concours pour l'exécution des lois et des règlements d'administration publique, qui exigent sa collaboration.

c) Organe de conciliation et de médiation, le Conseil Professionnel a pour rôle d'arbitrer les litiges qui naissent à propos des contrats collectifs de travail et autres conventions analogues.

d) Enfin, le Conseil Professionnel peut rendre des ordonnances, quand il les juge nécessaires à l'intérêt du groupe, mais seulement sur les sujets dont la réglementation lui a été confiée par la loi.

La mission des Conseils Professionnels a été strictement limitée aux questions d'ordre social, et à celles qui se rapportent au travail. La Commission préparatoire de la loi qui les a créés a expressément déclaré que des prescriptions concernant la distribution sortaient du cadre de ses attributions.

1. *De Nederlandsche Mercur.*

On verra que pour aller à l'encontre du désir exprimé de différents côtés, de voir traiter simultanément les questions économiques et sociales, le projet de loi sur les ententes obligatoires a été modifié et a fait place aux Conseils Professionnels déjà créés, au sein de la Commission permanente du Conseil économique que le Ministre est tenu de consulter avant de prendre une décision sanctionnant un accord entre chefs d'entreprise.

Dans son Mémoire en réponse au Rapport de la Deuxième Chambre sur le budget de son Département pour l'exercice 1938, M. Steenberghe¹ a émis l'espoir que ces organismes seraient de plus en plus utilisés dans l'étude des questions économiques. Son collègue des Affaires Sociales avait du reste, annoncé au cours de la discussion du budget de son Ministère qu'il fallait attendre une modification dans cette direction de la loi qui réglemente les Conseils Professionnels. La presse libérale montre une assez forte appréhension à l'égard de ces projets².

3. — *Les conventions collectives du Travail obligatoires.*

Le Code civil néerlandais connaissait de longue date les conventions collectives du travail dont la loi du 24 décembre 1927 a confié le soin exclusif aux organisations syndicales s'étant réservé cette fonction dans leurs statuts. Cette loi limitait à cinq années la durée d'application de telles conventions et permettait aux intéressés de poursuivre devant les tribunaux civils ceux qui contreviendraient aux stipulations contenues dans une convention. Ce système a pris un développement important, puis-

1. Ministre des Affaires Économiques.

2. *Nieuwe Rotterdamsche Courant* (20 décembre 37).

qu'en 1935, plus de 200.000 ouvriers travaillaient sous le régime de la convention collective et que 1.241 conventions concernant 25.590 entreprises, avaient été conclues.

Il faut noter le développement du mouvement syndicaliste aux Pays-Bas, tant du côté patronal que du côté ouvrier. Au 1^{er} octobre 1936, le nombre des ouvriers adhérents à des organisations syndicales atteignait 608.427 membres, se répartissant comme suit :

Nederlandsch Verbond van Vakverenigingen (Fédération Néerlandaise des associations professionnelles)	
N. V. V. (socialiste)	284.206
Roomsche Katholiek Vakverbond, R. K. V. (Fédération syndicale catholique)	170.776
Protestant Christelijk Vakverbond, C. N. V. (Fédération syndicale protestante)	108.973
Neutraal Vakverbond, N. V. C. (Fédération syndicale neutre)	44.472

Cette situation devait permettre de parvenir sans difficultés au stade de la convention collective du travail obligatoire qui a fait l'objet de la loi du 25 mai 1937 dont on trouvera le texte en annexe (page 132) et qui a déjà reçu, malgré sa mise en vigueur récente, une première application dans l'industrie de la chaussure¹. Cette profession possède un Conseil Professionnel et a demandé l'attribution de la force obligatoire à certaines clauses d'une convention intervenue entre les chefs d'entreprise de cette branche.

4. — *Les assurances sociales.*

Des organisations professionnelles agréées par le Gouvernement ont été chargées, à côté des services officiels,

1. 27 décembre 1937.

de l'exécution de certaines lois d'assurances sociales (maladie, chômage, accidents, vieillesse) dans des professions déterminées.

E. — LES ORGANISMES ÉCONOMIQUES

1. — *Le Conseil économique.*

La loi du 8 juillet 1932, entrée en vigueur en mai 1933, dont on trouvera en annexe les articles essentiels (page 119) a créé le Conseil économique, organisme purement consultatif, dont le rôle consiste à fournir au Gouvernement des avis émanant de techniciens qualifiés pour lui permettre de prendre d'urgence les mesures nécessaires, en se plaçant uniquement sur le plan de l'intérêt général. Les organisations patronales et ouvrières ne sont pas représentées dans le Conseil économique.

2. — *Le Conseil de l'industrie (Nijverheidsraad).*

Constitué par les grands industriels eux-mêmes, le Conseil de l'industrie qui a été officiellement reconnu par le Gouvernement comme l'unique représentant de toute la grande industrie, joue le rôle d'organisme consultatif auprès des Ministres intéressés dans le domaine technique, industriel et commercial. Il a été admis, à titre de commission permanente¹, dans le Conseil économique, tout en conservant son autonomie.

1. On a voulu pallier de la sorte au reproche exprimé à l'égard de la place faite aux théoriciens dans le sein du Conseil économique, en y faisant entrer des hommes ayant la pratique des affaires.

3° *Le Conseil de la classe moyenne (Middenstandsraad).*

Issu lui aussi de la vie économique, ce Conseil joue un rôle identique au précédent pour toutes les questions concernant la petite industrie et le petit commerce. Il a été également incorporé au Conseil économique en qualité de Commission permanente, sans toutefois perdre son autonomie.

4° *Les Chambres de commerce et d'industrie.*

Pourvus d'un statut par la loi du 25 mars 1920, ces organismes sont chargés de fournir des avis spécialement sur des questions intéressant leur circonscription.

5° *Le Service d'Informations économiques.*

Institué auprès du Département des Affaires économiques pour centraliser la documentation qui peut être utile aux hommes d'affaires du pays, sur les marchés intérieur et extérieurs. Il a donc un champ d'activité plus étendu que celui du Service français de renseignements pour le commerce extérieur.

CHAPITRE II

LES ENTENTES LIBRES

On l'a déjà dit, les industriels ont senti la nécessité de collaborer pour atténuer les effets d'une concurrence désastreuse et, dans ce but, ils ont réalisé librement des ententes dans différentes branches professionnelles, antérieurement et postérieurement à la loi de 1935.

Nous en citerons quelques exemples ¹.

A. — QUELQUES ENTENTES LIBRES

1. — Accord entre les fabricants de cuirs à semelle et la Fédération néerlandaise des négociants en cuirs pour réserver les livraisons et les commandes uniquement aux négociants et aux fabricants agréés, dans le but d'empêcher des fournitures directes aux cordonniers. Il y avait 8 dissidents.

2. — Tous les fabricants de savon mou, sauf un outsider ont adopté une réglementation comportant des conditions communes de vente.

3. — Plan d'assainissement dans le commerce de gros et de détail des spiritueux, établissant des conditions communes de prix et de vente.

1. *Economische en Sociale Kroniek* (Revue publiée par le Bureau Central de Statistique à La Haye).

4. — Les négociants en fourrages et engrais chimiques ont adopté un accord comportant l'obligation de ne pas livrer aux affaires jugées « indésirables » par la Fédération.

5. — Les fabricants de dextrine (fécula de pommes de terre) ont conclu une convention par laquelle ils s'engagent à faire des échanges de documentation dans le domaine de la technique et de la chimie.

6. — La Convention du carton de paille de Groningue aux termes de laquelle la majorité des fabricants a décidé de s'entendre pour réglementer la concurrence meurtrière que se faisaient ces industriels sur le marché anglais. Cette entente était menacée par la présence antérieurement au vote de la loi de deux outsiders. Depuis lors et peut-être sous la menace d'une application de cette loi, un dissident s'est rallié à l'entente, qui a donné d'heureux résultats.

On peut aussi signaler des ententes diverses dans le commerce des cycles, dans l'industrie des caisses d'emballage, des poêles, du sirop, la blanchisserie, le cinéma, les boulangeries, la boucherie, les constructeurs de voitures et de camions, le commerce et l'industrie du bois, les fonderies.

B. — LA CENTRALE DES PEAUX, CUIRS ET CHAUSSURES

Nous nous étendrons un peu plus longuement sur une organisation verticale, créée au début de l'année 1933, sous le nom de « Centrale H. L. S. » (Centrale des Peaux, Cuir et Chaussures)¹, qui réussit à grouper 153 tanneurs, 298 fabricants et 72 importateurs de chaussures, 1.713 négo-

1. *La Documentation Catholique*, 2 février 1935.

ciants en chaussures, 6.570 cordonniers, 24 négociants en produits tannants, 32 fabricants de courroies et 15 commissionnaires en produits exotiques. Les statuts de la Centrale indiquent les moyens qu'elle préconisait pour parvenir aux buts qu'elle s'était proposé d'atteindre.

ART. 2. — Favoriser les bonnes relations et la collaboration mutuelle entre tous les intéressés des branches professionnelles des cuirs, des chaussures et des professions annexes et défendre leurs intérêts commerciaux.

ART. 3. — La Centrale cherche à atteindre son but, en respectant l'intérêt des consommateurs et en tenant compte des intérêts de chaque groupe et des membres individuels — par la voie légale, notamment par les moyens suivants :

a) En déterminant et en protégeant les conditions de livraison et de paiement ;

b) En fixant et en protégeant des prix maxima ou minima ou les deux ;

c) En travaillant à une production et à une distribution rationnelles ;

d) En combattant la concurrence malhonnête ;

e) En fixant des règles relatives aux actes de commerce entre les membres et tels ou tels commerçants, ou fabricants ;

f) En concluant des accords de collaboration avec d'autres organisations ou entreprises ;

g) En imposant des obligations aux membres de la Centrale pour l'exécution ou le maintien des règlements pris ;

h) et i) En fixant l'organisation de la juridiction dans la Centrale : sanctions pénales, conciliation et arbitrage obligatoires ;

j) En étudiant les questions commerciales relatives à la branche professionnelle ;

k) En prenant tous les autres moyens légaux utiles au but de l'association.

Ce Cartel où à côté des entrepreneurs, l'élément ouvrier n'était pour ainsi dire pas représenté, tendait plutôt à organiser qu'à assainir les professions qu'il englobait. Il exerçait, une pression auprès des éléments réfractaires, en interdisant à ses membres de leur faire des livraisons. Mais ces adhésions obtenues sous la contrainte, en amplifiant le nombre des affiliés, diminuaient leur cohésion et peu à peu cette tentative d'institution corporative à laquelle il manquait l'autorité nécessaire aboutit à un échec. Elle chercha une nouvelle formule dans une organisation plus décentralisée et fédérative dans laquelle les différents groupements reprissent une partie de leur indépendance. Seule en effet la sanction gouvernementale aurait pu sauver du démembrement ce groupement privé de pouvoirs effectifs. Un membre de la Deuxième Chambre avait demandé au ministre des Affaires économiques ¹ si la loi sur les ententes industrielles obligatoires lui permettrait d'intervenir au nom de l'intérêt général, dans des accords entre entrepreneurs qui ont en vue d'établir avec la sanction des Pouvoirs publics, une organisation extra-légale, telle que la Corporation néerlandaise du Cuir.

Le Ministre avait répondu ² sur ce point que « sans pré-judicier de la décision éventuelle qui serait prise à cet égard, il fallait remarquer que les cas où l'État intervient dans des accords en vigueur entre chefs d'entreprise,

1. Rapport de la Deuxième Chambre des États Généraux.

2. Mémoire de Réponse de la Deuxième Chambre.

trouveront leur limite dans les dispositions de la loi sur ce point ». Cette réponse un peu obscure s'éclaire si l'on se reporte aux déclarations faites à une réunion des représentants de la Centrale, en août 1934, par l'observateur délégué par le Gouvernement, et desquelles il résultait que la loi sur les ententes obligatoires dont le projet était alors à l'étude, ne concernait pas des mesures d'organisation et qu'en conséquence les membres d'une profession ne pourraient être contraints à entrer dans une organisation professionnelle déterminée, les matières visées par la loi étant uniquement des engagements ou des décisions d'ordre économique intervenus entre des chefs d'entreprise.

Depuis lors, les industries du cuir et celles de la chaussure ont présenté respectivement au ministre des Affaires économiques, une entente dont ils demandent la généralisation.

Trois autres ententes constituées avant le vote de la loi de 1935 méritent aussi de retenir l'attention. Elles montrent d'une part le besoin qui s'est fait sentir chez les chefs d'entreprise de collaborer volontairement et de s'imposer librement certaines disciplines, d'autre part elles font ressortir que les moyens dont ils disposent pour assurer la durée et l'efficacité des réglementations adoptées, sont insuffisants, puisque les intéressés ont dû demander au Gouvernement de conférer à certaines clauses des accords qu'ils avaient conclus, la « Convention du sel », la « Convention textile » et la « Fédération des Intérêts des Orfèvres », la sanction prévue par la loi sur les ententes obligatoires industrielles.

C. — CONVENTION DU SEL ¹

Constituée en 1898, par 56 sauniers pour limiter une concurrence de prix trop acharnée parmi les producteurs de sel raffiné, la « Convention du sel » contenait des prescriptions concernant le chiffre d'affaires autorisé pour chaque adhérent, qui amenèrent progressivement une concentration dans cette industrie entre les mains des entreprises les plus qualifiées économiquement.

D'autre part, la fixation de prix uniformes de vente pour tous les membres permit de vendre de façon rémunératrice pour les producteurs, mais sans hausse de prix préjudiciable aux consommateurs, cet article de première nécessité. C'est en 1918 qu'apparut sur le marché, la « Nederlandsche Zout Industrie » (Industrie néerlandaise du Sel) qui entreprit l'extraction du sel sur place (à Boekelo), alors que les autres sauniers importaient leur matière première (sel gemme), principalement d'Allemagne et de Lorraine. Cette société dans laquelle l'État est actionnaire et est représenté au sein du Conseil d'administration par un commissaire, adhéra à la Convention du sel, dès les premiers temps de son existence.

Des 36 sauniers qui étaient encore en activité juste après la guerre, il n'en subsiste actuellement que 20 dont 8 sont véritablement producteurs, les autres se livrant principalement à la vente du sel raffiné.

Comment la Convention a-t-elle réglementé la distribution et la vente ?

1. Dr. Th. van Luytelaer, secrétaire de la Convention du sel. *Nederlandsch Mercur*, 8 octobre 1936.

a) Les prix de vente et les autres conditions de vente étaient établis de façon uniforme pour tous les membres de l'entente, par une Commission spéciale. Cet organisme fixait également en accord avec les organisations du commerce de gros, les prix auxquels ces grossistes pouvaient vendre le sel aux détaillants, de façon à garantir aux uns et aux autres un bénéfice raisonnable.

b) Grâce à ce système, les frais de distribution étaient réduits au minimum, puisque les producteurs n'avaient pas à se faire de concurrence réciproque et pouvaient ainsi faire l'économie de voyageurs visitant la clientèle. Le principe de la protection des clients était également observé (Kundenschutz).

c) Dans l'établissement des prix et des autres conditions de vente, on cherchait à tenir compte équitablement des services économiques rendus par chaque élément de la distribution. Le commerce de gros a trouvé de la sorte un intérêt à s'occuper ainsi d'un article qu'il aurait pu négliger et il a évité de la sorte que les producteurs ne soient amenés à remplir eux-mêmes le rôle réservé aux distributeurs.

d) Grâce aux influences que la Convention était à même d'exercer sur l'étranger par l'importance des intérêts qu'elle représentait, notamment en raison des importations de sel gemme effectuées par ses membres, elle pouvait prévenir le danger d'un dumping d'un autre pays producteur, qui aurait bouleversé le système organisé.

Ainsi donc des producteurs organisés librement, sans l'aide de l'État et sans avoir un véritable monopole puisque l'importation de sel raffiné étranger n'était pas soumise à des droits d'entrée prohibitifs, avaient réussi à rendre leur industrie rémunératrice, sans provoquer de hausse de

prix au détriment du consommateur, grâce à un abaissement des prix de production et de distribution.

Les sauniers du pays avaient renouvelé un contrat avec leurs fournisseurs allemands, par lequel ils s'engageaient à leur acheter au cours de 1935, 1936 et 1937, 30.000 tonnes de sel gemme par an, malgré l'opposition de la Société Royale Néerlandaise du Sel contre la longue durée de ce contrat.

Le traité de commerce hollando-allemand réservait aux Pays-Bas un contingent d'exportation annuel de 6.250 kilogrammes de sel raffiné moyennant un droit d'entrée de 0,9 mark par 100 kilogrammes. La Société de Boekelo ne profita de cet avantage que jusqu'à la fin de 1936, lorsque les Allemands portèrent le droit d'entrée à 3,60 marks. La délégation hollandaise chargée du renouvellement annuel de l'accord se trouvait privée d'un élément de pression pour empêcher cette majoration tarifaire, puisque les achats de sel brut en Allemagne pour 1937 étaient déjà fixés par le contrat privé passé par les sauniers hollandais. La Société de Boekelo regrettait que les achats en Allemagne de sel brut et les ventes dans ce pays de sel raffiné ne soient pas l'objet d'une négociation. Elle prétendait en effet, que si on n'avait pas obtenu des autorités allemandes l'abaissement des droits à leur ancien taux, elle aurait été en mesure de fournir elle-même aux sauniers du pays et à des conditions identiques à celles acceptées par les Allemands, le supplément du sel gemme dont ils auraient eu besoin. Les sauniers invoquaient les nombreux sacrifices qu'ils avaient faits au profit de la K. N. Z. pour maintenir la Convention. Ils refusaient de souscrire aux exigences de Boekelo, qui à leur avis, essayait de rattraper sur le marché intérieur ce qu'elle avait perdu en Allemagne.

Dans ces conditions la Société de Boekelo dont la production annuelle a atteint en 1936 75.000 tonnes et sera largement doublée ¹ par la mise en marche d'une deuxième fabrique à Hengelo, ouverte en 1937, estima que les difficultés de son exportation vers l'Allemagne jointes au refus des sauniers hollandais de lui acheter un montant égal au contingent d'exportation vers l'Allemagne de 6.250 tonnes devenu sans valeur, l'empêchaient de se contenter des débouchés que la Convention du sel lui accordait sur le marché intérieur. Elle dénonça sa participation à l'entente en date du 31 mai 1937.

Quatre sauniers, producteurs-membres de la Convention sollicitèrent alors du ministre des Affaires économiques, l'attribution de la force obligatoire à la Convention du sel, pour éviter les risques de guerre des prix et de ruine d'entreprises actuellement rémunératrices, que faisait courir la fin de cet accord par suite du retrait de son principal adhérent.

Il est à noter qu'à côté des arguments d'ordre économique qui pourraient influencer sur la décision ministérielle, des considérations de défense nationale pourraient être prises en considération comme elles l'avaient été au moment où la Deuxième Chambre des États Généraux était sollicitée d'autoriser la création de la Société de Boekelo. On avait insisté à cette époque sur la situation de cette localité à proximité de la frontière allemande qui rendait nécessaire d'avoir dans d'autres centres moins exposés ² des fabriques de sel pour l'approvisionnement du pays, et

1. Production totale des deux usines pour le 2^e semestre de 1937 : environ 87.000 tonnes.

2. Notamment derrière la « ligne d'eau » qui peut permettre d'inonder le pays en cas d'hostilités.

par conséquent d'éviter que les autres sauneries ne soient éliminées par l'introduction sur le marché d'un très important producteur.

D. — LA CONVENTION TEXTILE ².

En date du 1^{er} mars 1934, 67 tisseurs de coton, de toile et de rayonne ³ et des entrepreneurs de cette branche constituèrent un cartel de conditions de vente, pour améliorer la situation du marché intérieur qui se trouvait en partie réservé aux industriels du pays, depuis le contingentement des importations étrangères de cotonnades.

La Convention visait à réaliser une réglementation uniforme et rationnelle des conditions de vente, pour remédier aux inconvénients de certaines situations telles que le morcellement et la fréquence d'ordres de petite importance qui empêchent un rythme régulier de la production, l'annulation arbitraire de commandes et l'octroi de crédits beaucoup trop longs aux acheteurs qui élèvent les frais de la production et nécessitent l'intervention d'un trop grand nombre de détaillants, d'où un renchérissement exagéré de la distribution.

C'est à la suite des travaux préparatoires du Professeur J. Wisselink et du rapport où il a résumé ses conclusions, que les fabricants de cotonnades qui sont principalement groupés dans la région de la Twente, sentirent la nécessité de mettre de l'ordre dans la production et la distribution de leur industrie. Particulièrement touchés par la crise

2. *Economische en Sociale Kroniek*, La Haye, juin 1935.

3. Les tisseurs de coton constituent de beaucoup l'élément le plus important de la Convention. Ils représentent, du reste, une des plus grandes industries néerlandaises.

économique, ils avaient dû céder à la concurrence japonaise sur le marché des Indes Néerlandaises, une grande partie de leurs débouchés traditionnels, que les contingents institués dans cette colonie n'ont pu leur faire retrouver intégralement.

Les industriels cotonniers de la Twente étaient connus pour leur individualisme intransigeant, comme l'étaient leurs concurrents anglais du Lancashire. Il est à noter les efforts faits dans ces deux pays pour réorganiser une branche spécialement éprouvée. Les Anglais ont commencé par établir un plan de rachat et de destruction des broches à filer en excédent et en 1936 une loi a confié à un comité spécial la réalisation de ce plan, dont les premiers résultats semblent encourageants. Un plan d'ensemble de réorganisation de l'industrie textile a été récemment mis sur pied.

Il ne sera présenté au Parlement britannique qu'après avoir reçu l'approbation d'un Conseil de l'industrie cotonnière, comprenant 2 filateurs, 2 manufacturiers, un teinturier, un blanchisseur, un imprimeur, deux commerçants et 3 représentants ouvriers et par un Comité consultatif formé par 3 personnalités n'appartenant pas à l'industrie cotonnière et nommées par le président du Board of Trade pour représenter l'intérêt général. Toutes les entreprises de cette industrie seraient obligées de s'inscrire auprès du Conseil de l'industrie cotonnière ¹.

Le projet britannique va donc beaucoup plus loin que la Convention textile hollandaise, en ce sens surtout qu'il veut instaurer l'organisation obligatoire des membres de l'industrie du coton. Les premières mesures appliquées dans le Lancashire rappellent d'autre part, le plan d'assai-

1. *Bulletin quotidien*, 16 novembre 1937.

nissement que l'industrie néerlandaise des briques avait essayé de faire étendre à toute la branche. On peut également noter que c'est la crise dans l'industrie cotonnière aux États-Unis et l'attitude prise par les entrepreneurs de cette branche, qui ont été à l'origine du système des codes de la concurrence loyale.

Le Cartel hollandais du Coton travaille en collaboration étroite avec une entente parallèle constituée antérieurement pour poursuivre des buts identiques dans l'industrie de la laine.

On verra plus loin que les intéressés ont demandé au ministre des Affaires économique, d'étendre l'application de la Convention textile, à l'entreprise dissidente qui menaçait de faire échouer une entente adoptée par 97 p. 100 des entrepreneurs de l'industrie du tissage (coton, lin et rayonne).

E. — LA FÉDÉRATION DES INTÉRÊTS DU COMMERCE DES OBJETS EN OR ET EN ARGENT ¹

Au cours de l'année 1933, six groupements de l'industrie, du commerce de gros et du commerce de détail des objets en or et en argent et de l'horlogerie mirent sur pied, sous l'influence de la crise, un plan d'organisation fédérative pour assainir leur profession en assurant aux fabricants, aux grossistes et aux détaillants, un bénéfice raisonnable.

Pour arriver à ses fins, la « Fédération des intérêts du commerce des objets en or et en argent » établit des conditions uniformes de vente et de livraison, interdit d'acheter

1. *Documentation Catholique*, 2 février 1935.

ou de livrer aux fabricants ou aux commerçants non affiliés à l'entente, fixa un prix de l'or de façon uniforme, imposa à chacun de ses membres, d'après son chiffre de vente aux détaillants, l'acquittement d'une taxe qui devait couvrir les frais du fonctionnement de l'accord. La Fédération réussit à grouper 90 p. 100 du commerce de gros et des fabricants de cette branche, mais elle éprouva de la résistance de la part du commerce de détail.

Cette organisation paraît avoir obtenu des résultats appréciables sur certains points. On verra plus loin qu'elle sollicite pour certaines clauses, la sanction de la loi sur les ententes obligatoires.

CHAPITRE III

LA LOI DU 24 MAI 1935

On trouve dans l'Exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi sur les ententes industrielles obligatoires les raisons qui ont incité le Gouvernement à demander au Parlement les pouvoirs lui permettant de stimuler et de contrôler l'organisation des professions sur le plan économique après l'avoir fait sur le plan social, par la loi du 7 avril 1933 sur les Conseils Professionnels. Ce n'est qu'en 1937, que sera votée une loi permettant l'extension et la dissolution des conventions collectives de travail.

On a donc traité séparément les questions économiques et les questions sociales et accordé aux Conseils Professionnels un rôle purement consultatif, limité aux matières relevant du domaine du travail (le Gouvernement s'occupe actuellement de leur confier une mission identique dans le domaine économique), mais, on espère par ces différentes mesures fragmentaires « favoriser le développement de ce mouvement qui depuis vingt ans pour la Hollande a évolué graduellement vers une organisation des professions dans laquelle ces dernières, sous le contrôle de l'autorité publique, seront dotées du triple pouvoir d'imposer à tous leurs membres des règles obligatoires, d'assurer elles-mêmes, sans l'immixtion des fonctionnaires d'État,

l'exécution de leurs règles professionnelles et de juger elles-mêmes avec une indépendance suffisante tous les conflits de la profession ¹ ».

Les États Généraux ont voté à une grande majorité une modification de la Constitution, tendant à la reconnaissance officielle des corporations professionnelles. Les nouveaux articles du chapitre intitulé *Des organes officiels des Professions* sont les suivants :

ART. 149 *a.* — La loi peut créer pour certaines professions ou groupes de professions ainsi que pour la vie professionnelle tout entière des organes chargés de formuler des réglementations. La composition, l'organisation et les compétences de ces organes seront réglées par la loi.

ART. 149 *b.* — La loi peut octroyer à ces organes la compétence légiférante.

ART. 149 *c.* — Les décisions de ces organes qui seraient contraires à la loi ou au bien commun peuvent être suspendues ou annulées d'après des règles à formuler par la loi.

La loi peut soumettre certaines décisions de ces organes à une approbation, d'après des règles à formuler par la loi.

On voit donc le triple aspect économique, politique et social présenté par la question de l'organisation professionnelle.

* * *

1. — MOTIFS ET BUT DE LA LOI

L'Exposé des motifs fait deux constatations préliminaires :

1. Jac. A. Weel. *La Documentation Catholique* (2 février 1935).

1° *Les industriels constituent librement des ententes.*

On voit se manifester sous l'influence des méthodes modernes de production et de distribution, « une tendance croissante à réaliser par la collaboration dans le domaine économique, certaines fins irréalisables ou difficilement réalisables par l'activité individuelle ». On s'efforce dans certains cas de restreindre la liberté de la concurrence au moyen de réglementations faisant l'objet d'ententes entre membres d'une même profession, dans d'autres cas, on constitue des monopoles.

2° *Avantages et inconvénients des ententes.*

Cette tendance mérite d'être encouragée quand il s'agit de lutter contre les abus de la concurrence, mais elle peut devenir dangereuse quand la constitution de monopoles menace les progrès économiques ou l'intérêt des consommateurs.

Pendant la période d'expansion traversée par l'économie néerlandaise, le problème ne présentait pas le caractère d'urgence que la crise mondiale lui a conféré. Si, en effet, au cours des années où la conjoncture était favorable, les principales branches industrielles des Pays-Bas étaient assurées de débouchés rémunérateurs sur un marché intérieur pourvu d'un solide pouvoir d'achat, ainsi que sur les marchés extérieurs, la situation s'est modifiée défavorablement après 1929 : nombre de pays au standard de vie inférieur se sont industrialisés, la rationalisation et la concentration ont augmenté la surcapacité de la production. La réduction des débouchés et la surproduction ont

amené les entreprises hollandaises, à se faire réciproquement une lutte acharnée dont les effets s'avéraient funestes tant pour les industries qui y prenaient part que pour l'économie nationale dans son ensemble. D'un autre côté, la position de monopole prise par certains groupements sur un marché national (fermé partiellement à l'élément de régulation normalement apporté par la concurrence étrangère, par suite des contingentements), était dangereuse pour les consommateurs. Enfin, l'avilissement des prix et les investissements excessifs auxquels aboutissaient ces luttes intestines, affaiblissaient les industries néerlandaises au point de les rendre incapables de résister à la pression éventuelle des cartels internationaux.

Les intéressés l'ont compris et de leur propre mouvement, ils ont cherché à s'entendre, comme on l'a vu précédemment dans l'espoir d'obtenir par la collaboration volontaire, des améliorations à la situation de leur profession.

Mais ces efforts se heurtaient régulièrement à l'opposition de quelques dissidents qui soit par principe soit dans l'intention de recueillir les avantages de mesures d'assainissement sans avoir à supporter les sacrifices imposés par leur réalisation, se refusaient à participer à une entente et rendaient inopérants les efforts de la majorité désireuse de réglementer sur certains points, une concurrence meurtrière. L'intérêt de la profession comme l'intérêt général se trouvaient bien souvent compromis par ces résistances. Le Gouvernement a voulu obtenir du Parlement les pouvoirs d'étendre des engagements librement contractés par les membres d'une même profession et de donner à ces engagements un caractère d'obligation générale, sous certaines conditions. L'Exposé des motifs spécifie que la loi ne vise que des stipulations de cartel

ou des décisions de syndicat ayant trait à des questions d'ordre économique et qu'elle n'envisage pas d'accorder un pouvoir réglementaire à des organes professionnels.

Les Pouvoirs publics tiendront compte dans leur décision des différents intérêts qui seront en présence, de ceux des chefs d'entreprise comme de ceux des consommateurs et des ouvriers, en un mot de l'intérêt général, dont le Gouvernement par sa nature même, a la garde.

Si M. Steenberghe ¹ a qualifié cette loi d'étape modeste dans la voie de l'organisation professionnelle, c'est que le but lointain qu'il poursuit est de confier progressivement à des groupements issus du jeu spontané de la vie sociale, conformément aux préceptes de l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, une multitude de tâches qui absorbent actuellement l'État, dans la mesure où ces groupements auront atteint un degré d'organisation suffisant. Stimuler et contrôler ce que prépare et règle en cette matière l'initiative même des entreprises, telle est la tâche que le Gouvernement n'entend pas présentement dépasser ².

Deux procédés sont utilisés dans les différents pays pour résoudre le problème des outsiders, lorsque les moyens de droit privé dont disposent les intéressés pour les contraindre à adhérer à une entente, se révèlent insuffisants. Il y a d'une part, le système de la cartellisation forcée tel qu'il a été institué par exemple en Allemagne, par la loi du 15 juin 1933 ³, aux termes de laquelle le Ministre compétent est en droit d'obliger des entreprises à constituer un cartel ou des dissidents à adhérer à un cartel existant,

1. Ministre des Affaires économiques.

2. Mémoire de Réponse au Discours du Trône (31 octobre 1934), cité par A. Muller S. J. *La Politique corporative*.

3. Gesetz über die Errichtung von Zwangkartellen.

si telle mesure paraît opportune pour l'ensemble de l'économie et propre à assurer le bien-être public ¹.

Il y a d'autre part, le système dans lequel le Gouvernement se contente de sanctionner les ententes issues de l'initiative des intéressés quand l'intérêt général le demande, auquel s'est rallié le législateur hollandais qui a rejeté expressément le procédé de la cartellisation forcée et n'autorise que l'attribution de la force obligatoire à certains engagements résultant de contrats de cartels ou à certaines résolutions émanant de syndicats.

3° Avant d'analyser la loi telle qu'elle fut votée le 24 mai 1935 ², nous allons montrer dans le tableau ci-après les modifications qui ont été apportées au projet déposé par le Gouvernement.

Projet de loi tendant à attribuer force obligatoire à des ententes entre chefs d'entreprise. (Déposé le 23 juin 1934.)

Nous Wilhelmina, reine des Pays-Bas... ayant pris en considération qu'il est désirable dans l'intérêt général d'établir des dispositions concernant la déclaration attribuant force obligatoire générale à des ententes et

Loi tendant à attribuer force obligatoire à des ententes entre chefs d'entreprise et à priver de force obligatoire à l'égard de tous, de telles ententes entre chefs d'entreprise. (Votée le 24 mai 1935.)

Nous Wilhelmina, reine des Pays-Bas..., après avoir pris en considération qu'il est désirable dans l'intérêt général d'établir des dispositions concernant la déclaration attribuant force obligatoire générale et celle

1. C. I. C. *L'Organisation de la Production* (Dr. J. W. Reichert).

2. Entrée en vigueur le 14 octobre 1935.

résolutions ayant une importance prépondérante pour les relations économiques dans une même branche du commerce et de l'industrie.

Conforme.

Article 1.

Cette loi entend par :

a) « notre Ministre », notre Ministre des Affaires économiques ;

b) « personnes », aussi bien les personnes physiques que les personnes morales ;

c) « déclaration de force obligatoire » la déclaration qui donnera force obligatoire générale, conformément à l'article 2

d) « ententes ou résolutions déclarées obligatoires », celles qui ont reçu le caractère obligatoire général, en vertu de l'article 2.

privant de force obligatoire générale des ententes entre chefs d'entreprise qui présentent une importance prépondérante pour les conditions économiques d'une branche du commerce et de l'industrie.

Nous avons, après audition du Conseil d'État, et en accord avec les États Généraux, approuvé ce qui suit :

Article 1.

Cette loi entend par :

a) « notre Ministre », notre Ministre chargé des Affaires économiques ;

b) « personnes », tant les personnes physiques que les personnes morales ;

c) « conventions entre entrepreneurs » : des ententes et résolutions particulières, concernant des conditions économiques, qui contiennent, modifient ou annulent des obligations entre personnes qui exercent une profession dans une branche du commerce ou de l'industrie au sens le plus large ou celles qui y sont intéressées, ainsi que les intermédiaires entre les personnes désignées ci-dessus et leurs organisations ;

d) « déclaration attribuant

force obligatoire » : la déclaration attribuant force obligatoire générale visée à l'article 2.

Article 2.

1. — Sous des conditions à fixer chaque fois par règlement d'administration publique, notre Ministre peut donner force obligatoire générale aux stipulations et résolutions qui contiennent, modifient ou font cesser des engagements entre personnes exerçant une même profession, dans le sens le plus large, dans une même branche du commerce et de l'industrie ou qui ont des rapports avec cette profession, si ces stipulations ou résolutions ont une importance prépondérante pour les conditions économiques de la branche professionnelle envisagée et si l'intérêt général exige de leur conférer force obligatoire.

2. — Des stipulations ou des résolutions ayant obtenu force obligatoire, conformément au paragraphe précédent, sont obligatoires, sauf dans les cas d'exception fixés par notre Ministre à l'égard de toutes les personnes pour ceux de leurs actes qui par

Article 2.

1. — Sous des conditions à fixer chaque fois par règlement d'administration publique, notre Ministre peut donner force obligatoire générale aux conventions entre entrepreneurs, si celles-ci présentent ou peuvent présenter une importance prépondérante pour les conditions économiques de la branche professionnelle concernée et si l'intérêt général exige une déclaration attribuant force obligatoire.

2. — Des conventions entre entrepreneurs ayant obtenu force obligatoire, conformément au paragraphe précédent, sont obligatoires, sauf dans les cas d'exception fixés par notre Ministre, à l'égard de toutes personnes pour ceux de leurs actes, qui

leur nature, tombent ou tomberaient sous ces stipulations ou ces résolutions.

par leur nature, tombent sous ces conventions.

3. — Celui pour lequel une convention entre entrepreneurs a reçu force obligatoire, conformément au paragraphe précédent, est tenu de s'y conformer à l'égard de toute personne y ayant un intérêt raisonnable.

4. — La Commission visée à l'article 12 est considérée comme une personne ayant un intérêt raisonnable à l'observation de la règle prévue au paragraphe 3.

Article 3.

Notre Ministre peut fixer des dispositions d'exception pour la durée de la déclaration d'application obligatoire, à l'égard des personnes non tenues d'observer une stipulation ou une résolution déclarées obligatoires pour ceux de leurs actes qui d'après leur nature devraient tomber sous la stipulation ou la résolution.

Article 3.

1. — Dans la déclaration de force obligatoire de conventions entre entrepreneurs, notre Ministre peut fixer que certaines personnes ne seront pas liées par elle, sans préjudice de son pouvoir de déterminer des prescriptions dérogatoires pour la durée de la déclaration de force obligatoire, à l'égard des actes de ces personnes qui par leur nature tomberaient sous les conventions entre entrepreneurs ayant reçu force obligatoire.

2. — Celui pour lequel une disposition dérogatoire a été fixée en vertu du para-

graphe précédent, est tenu de s'y conformer à l'égard de toute personne y ayant un intérêt raisonnable.

3. — La Commission visée à l'article 12 est considérée comme une personne ayant un intérêt raisonnable à l'observation de la règle prévue au paragraphe 2.

Article 4.

La déclaration attribuant force obligatoire n'a lieu qu'à la requête d'un ou plusieurs entrepreneurs ou d'une ou plusieurs associations professionnelles d'entrepreneurs qui sont parties à la convention entre entrepreneurs. Le dépôt d'une requête tendant à la déclaration de force obligatoire doit avoir lieu en tenant compte des prescriptions données à ce sujet par notre Ministre.

Article 4.

La déclaration d'application obligatoire a lieu pour une période déterminée et peut aussi au cours de cette période, être annulée dans l'intérêt général.

Article 5.

La déclaration attribuant force obligatoire a lieu pour une période de temps déterminée et peut aussi être supprimée au cours de cette période par notre Ministre, dans l'intérêt général.

Article 5.

Notre Ministre peut, sous des conditions à fixer chaque fois, par règlement d'administration publique, priver de force obligatoire, des stipulations et des résolutions, qui contiennent, modifient ou font cesser des engagements entre personnes qui exercent une profession dans le sens le plus large, dans une même branche du commerce ou de l'industrie ou ont des rapports avec cette profession, si ces stipulations ou ces résolutions ont une importance prépondérante pour les conditions économiques de la branche professionnelle envisagée et si l'intérêt général exige la suppression du caractère de force obligatoire.

Article 6.

1. — Notre Ministre peut, sous des conditions à fixer chaque fois par un règlement d'administration publique, priver de force obligatoire des conventions entre entrepreneurs, si l'intérêt général exige la suppression du caractère obligatoire.

2. — Chacun est obligé de s'abstenir d'agissements tendant à limiter juridiquement ou économiquement une autre personne dans sa liberté, pour ce qui d'après sa nature, tomberait sous un accord privé du caractère obligatoire. Cette obligation est valable à l'égard de toute personne qui a un intérêt raisonnable au maintien de cette liberté.

3. — Si le Ministre déclare privé de son caractère obligatoire un accord, il peut fixer de nouvelles prescriptions à l'égard des actes qui par leur nature, tomberaient sous cet accord.

4. — Celui à l'égard duquel une prescription est fixée en vertu du paragraphe précédent, est tenu de s'y conformer à l'égard de toute personne y ayant un intérêt raisonnable.

5. — La Commission pré-

vue à l'article 12 est considérée comme une personne ayant un intérêt raisonnable à l'observation de cette prescription.

Article 6.

Une déclaration attribuant force obligatoire ou privant de force obligatoire ne pourra pas avoir d'effet rétroactif. Toutefois, les conventions conclues de mauvaise foi, en prévision d'une déclaration attribuant force obligatoire ou privant de force obligatoire, sont nulles.

Article 7.

Un règlement d'administration publique, conformément aux articles 2, 5 et 9, ne peut être pris qu'après audition du Conseil économique.

Article 7.

Texte de l'ancien article 6.

Article 8.

1. — Un règlement, d'administration publique comme il est prévu aux articles 2, 6, 9, 12 et 13, ne peut être pris qu'après audition d'une Commission permanente du Conseil économique. Cette Commission fournit, à la requête de notre Ministre, des avis sur les décisions à prendre par lui, conformément aux articles 2, 3, 5 et 6.

2. — Dans cette Commission siègent à côté des membres du Conseil économique des membres du Conseil de l'Industrie, des

membres du Conseil de l'Artisanat¹, et les représentants des organisations centrales ouvrières.

3. — Avant d'exprimer ses avis, la Commission est tenue d'entendre les personnes intéressées de la branche d'industrie envisagée, le Conseil professionnel, ou si celui-ci n'existe pas, les représentants des organisations d'employeurs et d'employés de la branche d'industrie envisagée.

4. — Une communication sera faite dans le *Staatscourant*¹ d'une requête de notre Ministre tendant à obtenir l'avis de la Commission mentionnée au paragraphe 1, au sujet d'un règlement d'administration publique, comme il est prévu à l'article 2.

Article 8.

Les arrêtés pris par notre Ministre en vertu des articles 2, 3, 4 et 5, seront promulgués de la façon qui sera déterminée par un règlement d'administration publique.

Article 9.

1. — Des décisions de notre Ministre conformément aux articles 2, 3, 5 et 6 sont publiées d'une façon à déterminer par règlement d'administration publique.

2. — Chaque décision comprend les motifs sur les-

1. Littéralement Conseil de la Classe Moyenne.

2. *Journal Officiel*.

quels elle s'appuie. La décision prise conformément à l'article 2, comprend notamment les motifs pour lesquels la convention entre entrepreneurs ayant obtenu force obligatoire présente ou peut présenter une importance prépondérante pour les conditions économiques de la branche professionnelle concernée et ceux pour lesquels l'intérêt général exige une déclaration de force obligatoire.

Article 9.

1. — Les actes contraires à une stipulation ou à une résolution ayant reçu force obligatoire, en vertu de l'article 2, paragraphe 1, par la déclaration de notre Ministre en vertu de l'article 3, constituent un acte illicite envers toute personne qui a un intérêt raisonnable à l'observation de ces stipulations et résolutions.

2. — Les actes tendant à limiter juridiquement ou économiquement, une personne dans sa liberté d'exécuter un acte qui par sa nature tombe sous une stipulation ou une résolution déclarée par notre Ministre obligatoire, en vertu de l'article 5, sont illicites à l'égard

Article 10.

Dans le cas où, par suite de la non-observation d'une obligation, imposée par l'article 2, paragraphe 3, l'article 3, paragraphe 2 et l'article 6, paragraphes 2 et 4, des dommages-intérêts sont réclamés, et si l'étendue du dommage ne peut pas être prouvée ou si elle ne peut être évaluée en argent, le juge est habilité à fixer un montant en équité.

Article 11.

1. — Celui qui agit intentionnellement de façon contraire à une obligation imposée par l'article 6, paragraphes 2 et 4, est puni d'une amende de 10.000 florins au maximum

de toute personne qui a un intérêt raisonnable au maintien de cette liberté.

3. — Si l'étendue du dommage subi du fait de ces actes illicites, ne peut être établie, le juge fixe un montant en équité.

2. — Le fait est considéré comme un délit.

3. — Le juge peut ordonner la publication de son jugement.

Article 12.

1. — L'observation d'une déclaration attribuant force obligatoire ou privant de force obligatoire est contrôlée par une commission à installer.

2. — La composition et le mode de travail de cette commission sont réglés par règlement d'administration publique.

3. — La commission et les personnes désignées par elle, sont chargées d'effectuer une enquête sur tout ce qui semble présenter de l'intérêt pour le bon exercice du contrôle.

4. — Le règlement d'administration publique peut contenir des dispositions concernant :

a) les pouvoirs de la commission et des personnes désignées par elle pour :

1^o pénétrer dans les lieux et dans les locaux ;

2^o inspecter les livres et les documents ;

b) l'obligation de tenir secret ce qu'ont appris la commission et les personnes désignées par elle dans l'exercice de leur contrôle.

5. — La commission et les membres désignés par elle ne pénètrent dans une habitation contre la volonté de son occupant, qu'accompagnés d'un commissaire de police ou du bourgmestre de la commune ou bien munis d'un mandat écrit spécial conformément à l'article 121 du Code pénal, d'un commissaire de police et dans les communes où il n'y a pas de commissaire de police, du bourgmestre. Il est dressé procès-verbal de cette perquisition dans les quarante-huit heures. Dans ce procès-verbal, on doit mentionner la date de la perquisition et de son but.

6. — Celui qui viole intentionnellement le secret, prévu au paragraphe 4, est puni d'une peine de prison de six mois au maximum ou d'une amende de 600 florins au maximum.

7. — Celui par la faute de qui la violation du secret se produit, est puni d'un emprisonnement de trois mois au maximum ou d'une amende de 300 florins au maximum.

8. — Les faits punissables en vertu des paragraphes 6 et 7 sont considérés comme des délits.

Article 10.

Les mesures encore nécessaires à la préparation de la présente loi et à son application ultérieure, seront réglées par règlement d'administration publique, pour autant qu'il n'en ait pas été décidé autrement dans la présente loi.

Article 13.

Nous pouvons stipuler des dispositions ultérieures par règlement d'administration publique pour faciliter une bonne exécution de cette loi.

Article 14.

Deux fois par an un rapport sur l'application de cette loi sera présentée par notre Ministre aux États Généraux.

Article 11.

Cette loi peut être intitulée : « Loi concernant la force obligatoire d'ententes entre chefs d'entreprise » avec l'indication de l'année de sa publication au *Staatsblad*.

Article 15.

Cette loi peut être intitulée : « Loi tendant à attribuer force obligatoire et à priver de force obligatoire à l'égard de tous, des conventions entre entrepreneurs. »

Article 12.

Cette loi entrera en vigueur à la date que nous fixerons.

Article 16.

Texte de l'ancien article 12.

Fait à La Haye, le 24 mai 1935.

On le verra, la loi hollandaise que nous allons analyser, se présente comme une réglementation devant contribuer à adoucir les effets de la crise et d'autre part, à préparer grâce aux éléments durables qu'elle contient, l'organisation de l'économie du pays, l'*ordening*, telle qu'elle est préconisée, avec des variantes, par les différents partis chrétiens hollandais ¹.

II. — ANALYSE DE LA LOI DU 24 MAI 1935 ²

A. — *Quelles sont les conventions visées par la loi ?*

Ce sont les engagements d'ordre économique entre des chefs d'entreprise appartenant à la même branche du commerce ou de l'industrie ou entre leurs organisations ou encore des décisions du même ordre émanant de ces organisations à l'égard de leurs adhérents, qui présentent une importance capitale pour les conditions économiques de la branche envisagée.

La loi hollandaise ne permet pas, comme le projet français voté par la Chambre des députés, de rendre obligatoires des accords intéressant la production agricole : elle concerne l'industrie et le commerce et d'autre part, la navigation à laquelle le Ministre a fait allusion dans l'Exposé des motifs, ainsi que les distributeurs de la classe moyenne, d'après les indications du Mémoire de Réponse. Le Ministre a indiqué dans ces deux documents que c'étaient des parties d'ententes qui pourraient être séparé-

1. M. E. D. Koning. *De Naamlooze Vennootschap*, 15 octobre 1934.

2. Le *Verbond van Nedderlandsche Werkgevers*, Fédération Néerlandaise des Employeurs (neutre) a édité une étude très objective de la loi à laquelle je me suis référé avec profit.

ment généralisées ou privées de force et que la loi n'avait pas pour but d'instituer un système imposant la concentration obligatoire ou de menacer de dissolution intégrale les cartels existants. Rien néanmoins ne s'oppose à la sanction d'une entente complète ou à l'annulation d'un contrat de cartel.

La loi n'indique pas de façon détaillée comme le fait le projet français, les conventions entre entrepreneurs qui tombent sous l'application de la loi. Par contre l'Exposé des motifs a cité à titre d'exemple un certain nombre d'accords visés par cette loi : les ententes relatives aux prix minima, aux conditions uniformes de livraison ; celles s'opposant à des investissements excessifs, celles concernant la répartition des rayons de vente et des contingents de production. Au moment de la discussion du projet, la « *Maatschappij voor Nijverheid en Handel* » (Société pour l'Industrie et pour le Commerce ¹) voulait voir exclure formellement de l'application de la loi, la fixation de prix minima, qui « constituerait une intervention brutale de l'État dans les conditions économiques et s'opposerait au jeu de la saine concurrence et au processus d'adaptation indispensable et nécessaire ² ».

Le ministre des Affaires économiques a affirmé plusieurs fois au cours des débats parlementaires que le Gouvernement ne sanctionnera qu'avec la plus grande prudence des réglementations de cette nature.

Cette possibilité d'intervenir dans la formation des prix a été fortement critiquée par l'administrateur de la N. R. A. américaine, M. Donald Richberg qui était bien placé pour

1. Association neutre pour développer le Commerce et l'Industrie.

2. *Algemeen Handelsblad*, 25 novembre 1935.

juger d'une expérience d'organisation issue de la vie économique et contrôlée par le Gouvernement ¹.

Les réglementations devront donc émaner des entrepreneurs qui n'ont pas l'obligation comme dans le projet français, de constituer un groupement au préalable et elles n'auront trait qu'à des questions économiques, à

1. Voici le point de vue exposé par M. Richberg (cité par François Herbette, *Journal du Commerce*, 24 janvier 1935) :

« Si l'on demande à qui peut être confié le pouvoir de fixer un prix équitable à la fois pour le travailleur, le capitaliste et le consommateur, la réponse est qu'on ne peut le confier à personne ni à une association privée, ni à un office public... La compétition entre les vendeurs et les acheteurs sur un marché libre est la seule pierre de touche de l'équité des prix. En cherchant continuellement à expérimenter des mesures destinées à réglementer la production et à fixer les prix, les entrepreneurs développent inconsciemment, par leurs organisations patronales, une sorte de socialisme de guildes, de socialisme cultivé, qu'ils appellent à tort la stabilisation des prix.

« Comment conserverait-on, poursuit M. Donald Richberg, la liberté individuelle et les bienfaits de l'économie à base de concurrence, si une organisation quelle qu'elle soit, politique ou privée, est autorisée à dicter combien l'on produira et à quel prix l'on vendra ? La règle d'or des associations patronales, si l'on investit ces associations d'un tel pouvoir, pourrait facilement devenir la tyrannie bureaucratique de demain. Les entrepreneurs devraient être capables de porter leurs regards au moins jusque-là.

« Je suis convaincu que dans le développement de la N. R. A., nous avons fait notre éducation. Je pense que beaucoup d'entrepreneurs, venus ici avec la détermination de réglementer la production et les prix parce qu'ils pensaient que leur sécurité et leur bénéfice dépendaient essentiellement de pareilles mesures, ont connu de sérieuses désillusions au cours de l'année. Ils ont perdu les illusions qu'ils se faisaient d'une part sur la possibilité pratique de réaliser leurs désirs et d'autre part sur l'utilité même qu'il y aurait pour eux à satisfaire ces désirs-là.

« Sans doute il est nécessaire, dans certains cas d'espèce, d'empêcher des rabais destructifs. Il faut quelquefois poser des limites à la production. Mais appliquer à l'ensemble des affaires une théorie absolue, d'après laquelle les organisations patronales parviendraient, en réglementant la production et les prix, à des résultats merveilleux, c'est une pure chimère. Je crois que beaucoup d'entrepreneurs ont caressé cette chimère-là, sans se rendre compte du type de réglementation sociale qu'impliquait leur rêve et qu'ils commencent à s'apercevoir qu'ils feraient mieux de se rapprocher du système salubre de la concurrence, sous le régime duquel ils travaillaient. »

l'exclusion de toutes les matières appartenant au domaine social. Ainsi les accords limitant les heures de travail, les conventions collectives de travail, celles-ci faisant l'objet d'une loi spéciale ¹, n'entrent pas dans le champ d'application de la loi, contrairement aux dispositions du projet français.

B. — *Conditions d'attribution à une entente de la force obligatoire à l'égard de tous les chefs d'entreprise de la branche.*

C'est aux intéressés ou à leurs organisations qu'il appartient d'établir une entente et c'est à eux qu'est réservée l'initiative de demander au ministre des Affaires économiques, d'étendre à tous les entrepreneurs de leur profession, la réglementation adoptée (art. 4).

Le projet français modifié par la Chambre des députés, va beaucoup plus loin puisqu'il n'exige plus, pour la formation d'une entente obligatoire, la demande expresse des intéressés et que le Comité d'experts, dont il est question dans l'exposé des Motifs, pourra suppléer à la négligence des industries « dont l'existence est mise en péril faute d'organisation », en s'efforçant de provoquer la constitution d'ententes et même à proposer lui-même les solutions.

La loi stipule que deux conditions doivent être remplies par les ententes dont on réclame la généralisation.

Première condition :

Les engagements et décisions dont les intéressés requièrent la sanction, doivent présenter une *importance capitale* pour les conditions économiques de la profession (art. 2, par. 1).

1. Voir p. 22.

La loi à la suite de la modification du projet de loi originaire, a également compris les accords pouvant dans l'avenir, offrir un intérêt primordial.

Tandis que le projet français comme de nombreuses lois ou projets de loi étrangers (notamment l'arrêté royal belge du 13 janvier 1935 et l'Industrial Reorganisation Bill anglais) conditionnent l'extension d'une réglementation aux dissidents au vote formulé par une certaine majorité¹, le législateur néerlandais n'a pas retenu ce critérium, mais s'est contenté d'exiger qu'il s'agisse de dispositions très importantes, ce qui est évidemment une condition assez imprécise. Le ministre, M. Steenberghe, a pourtant indiqué au cours de la discussion parlementaire que pratiquement on tiendrait compte du chiffre d'affaires des requérants et qu'étant donné la signification sociale et économique des petites et moyennes entreprises, on serait amené à faire état du nombre des demandeurs, pour déterminer l'importance des engagements et décisions examinés. (Au moment de l'examen de la requête des fabricants de briques, le Ministre a précisé que sa décision tiendrait essentiellement compte du nombre et de la qualité des demandeurs.)

Deuxième condition :

L'intérêt général doit exiger l'attribution à l'entente du caractère obligatoire à l'égard de tous les entrepreneurs appartenant à la branche professionnelle (art. 2, par. 1).

Le ministre des Affaires économiques dispose donc de pouvoirs très étendus pour arbitrer les intérêts en présence et pour prendre une décision conforme à l'intérêt

1. Le projet français, les 2/3 du nombre d'entreprises et du chiffre d'affaires, l'arrêté belge du 13 janvier 1935 requiert « la majorité indiscutable des intérêts des producteurs ou distributeurs ».

général. On a protesté contre ce critérium « vague et changeant ¹ » qui peut devenir une source d'arbitraire. Il est vrai que le Ministre est tenu de fixer les conditions dans lesquelles doit avoir lieu cette déclaration, dans un règlement d'administration publique, rendu en Conseil des Ministres, la Commission permanente du Conseil économique ayant été consultée ².

C. — *Règlement d'administration publique préalable.*

La loi n'indique pas les conditions auxquelles doit satisfaire chaque déclaration sanctionnant une convention entre chefs d'entreprise, pour que l'intérêt général, c'est-à-dire les intérêts des entrepreneurs, des consommateurs, des clients et fournisseurs de ces entrepreneurs et ceux des ouvriers, soit pris en considération. Dans le Mémoire de Réponse à la Commission des rapporteurs de la Première Chambre, le Ministre a donné une énumération des dispositions qui pourront être insérées dans le règlement d'administration publique pour fixer ces conditions :

a) Lorsque la clause d'une convention entre entrepreneurs interdira l'élargissement des affaires existantes ou la création d'entreprises nouvelles, des dispositions pourront être prises pour s'opposer à la « cristallisation » d'une branche d'industrie, en permettant l'adhésion éventuelle de nouveaux industriels à une organisation professionnelle instituée, qui ne devra pas être systématiquement fermée.

b) Des mesures transitoires seront édictées pour assurer la liquidation des contrats en cours.

1. Mr H. J. Frima. *Economische Statistische Berichten*, 11 juillet 1937.

2. Voir p. 67.

c) Les intérêts des consommateurs seront protégés contre la hausse des prix qui pourrait provenir de la généralisation d'une entente.

d) Des dispositions pourront fixer la répartition entre les membres de l'entente des frais à exposer par la Commission administrative, chargée du contrôle de la convention (art. 12), notamment pour intenter une action en justice contre les entrepreneurs en défaut ¹.

e) Les intérêts des clients, des revendeurs, des consommateurs et des fournisseurs pouvant être lésés par la mise en vigueur d'une entente obligatoire, des dispositions pourront être prévues pour les protéger sous l'angle de l'intérêt général.

D. — *Conséquences juridiques.*

L'entente ayant reçu le caractère obligatoire s'appliquera :

a) Aux signataires originaires de la convention, qui ne seront plus liés par des obligations de droit civil privé mais par des règles de droit public. C'est ainsi que si tous les intéressés étaient d'accord pour dénoncer l'entente, ils ne se trouveraient pas dégagés de leurs obligations, tant que le Ministre conservera à l'entente son caractère obligatoire.

Le Ministre l'a très bien expliqué au cours de la discussion parlementaire pour rejeter l'amendement Smeenk et Terpstra, d'après lequel l'accord de tous les signataires

1. Rien n'a été prévu dans la loi pour déterminer d'où proviendront les fonds nécessaires à couvrir les frais qui seront exposés par la Commission dans l'exercice de ses fonctions de contrôle, de sorte que le Gouvernement, semble-t-il, devra en prendre la charge.

d'une entente pour en faire cesser les effets, entraînerait *ipso facto* la disparition de son caractère obligatoire. La sanction gouvernementale, en effet, apporte à une entente un élément de stabilité favorable à l'intérêt général. Il est indispensable que les intéressés sachent que le retrait d'un seul contractant ne fera pas tomber un accord, souvent réalisé après de longues négociations et des sacrifices mutuels (témoin la Convention textile) et qu'ils n'ont pas à redouter ce qu'on a appelé le « terrorisme d'un seul ».

b) Aux dissidents.

c) A « tous les actes qui par leur nature, tombent sous l'accord ayant reçu force obligatoire » (art. 2, par. 2), même quand ils sont accomplis par des personnes n'appartenant pas à la profession.

E. — *Les pouvoirs du Ministre de modifier l'accord original.*

En principe, le Ministre n'a pas les pouvoirs d'apporter des modifications à la convention qui lui est présentée par les intéressés. La loi lui donne, cependant, le droit d'exclure de l'application d'un accord sanctionné, certains actes (art. 2, par. 2) et certaines personnes à l'égard desquels il pourra fixer des dérogations, par arrêté ministériel (art. 3, par. 2 et 3).

Au cours de la discussion parlementaire, le ministre des Affaires économiques a fait savoir que toute entente déposée aux fins d'extension, ferait l'objet d'une enquête préliminaire de son Département. Il lui sera donc loisible de faire connaître aux requérants les changements à faire subir à l'accord, pour qu'il soit pris en considération. D'autre part, la Commission permanente du Conseil économique qui est chargée de fournir des avis au Mi-

nistre sur la décision à prendre par lui (art. 8) et sur laquelle nous reviendrons ultérieurement, pourra faire connaître aux intéressés qu'elle est tenue d'entendre, les modifications que le chef du Département des Affaires économiques, juge indispensables. Enfin, dans le règlement d'administration publique qui doit précéder chaque déclaration, le Ministre aura encore l'opportunité d'affirmer son point de vue, si les chefs d'entreprise n'ont pas tenu compte des suggestions qui leur ont été faites soit par son Département soit par la Commission permanente.

En réalité, le Ministre dispose donc de moyens de pression suffisants pour imposer la conclusion d'une entente conforme à ses vues et la pratique a montré que les intéressés faute de s'y soumettre, voyaient leur requête rejetée.

Au cas où des circonstances imprévues surviendraient ou si des abus préjudiciables à l'intérêt général étaient constatés, le Ministre a le droit de faire cesser les effets de la déclaration attribuant le caractère obligatoire à une entente, avant l'expiration du délai fixé (art. 5).

F. — *Déclaration privant une entente de force obligatoire* ¹.

La loi met une condition unique à l'intervention du ministre des Affaires économiques. Il faut que des ententes conclues entre des chefs d'entreprise ou que des décisions

1. En vérité, les termes employés par le législateur hollandais pour définir les pouvoirs du Ministre sont impropres et risquent de créer une confusion qui se retrouve dans notre traduction littérale. En effet, dans le cas de sanction d'une entente, le Ministre peut transformer des obligations contractuelles en obligations de droit public. Au contraire, dans le cas d'une déclaration privant une entente de force obligatoire, la loi permet aux Pouvoirs publics de dégager les signataires d'un cartel, de leurs obligations contractuelles de droit privé, ce cartel ne présentant de caractère obligatoire qu'à l'égard de ses adhérents.

prises par leurs organisations soient préjudiciables à l'intérêt général et que cet intérêt général nécessite leur suppression (art. 6, par. 1).

Dans ce cas, c'est le Gouvernement, qui prend l'initiative de faire cesser une situation jugée dangereuse car on pense à juste titre que les chefs d'entreprise eux-mêmes ne demanderont pas être privés de la position de monopole qu'ils occupent sur le marché et que les tiers, par peur de représailles comme le boycottage, de la part du cartel, ne prendront pas le risque de solliciter l'application de la loi.

Contrairement au cas d'une déclaration sanctionnant une entente, la suppression du caractère obligatoire d'une convention à l'égard de tous les chefs d'entreprise de la branche intéressée n'exige pas qu'il s'agisse d'engagements ou de décisions présentant une importance capitale pour la profession considérée ¹.

Chaque décision du Ministre devra être précédée d'un règlement d'administration publique fixant les conditions auxquelles devra satisfaire la déclaration, et ces conditions tiendront compte des exigences particulières de chaque industrie.

D'après les explications fournies verbalement par le Ministre au cours des débats, le règlement pourra contenir des dispositions pour protéger les tiers dont les intérêts seraient compromis par la dissolution de l'entente, pour assurer la liquidation des contrats en cours et pour prévenir la survenance d'une concurrence effrénée. La Commission permanente du Conseil économique (art. 8) sera consultée obligatoirement sur chaque règlement d'administration publique et sera tenue d'entendre les intéressés comme

1. Voir p. 66, dernier alinéa.

dans le cas d'une déclaration généralisant un accord.

Si le Ministre peut dissoudre une entente, il n'a pas le pouvoir d'imposer aux chefs d'entreprise une nouvelle convention, le principe demeurant que de tels accords doivent émaner de la vie économique. Il peut toutefois, édicter de nouvelles prescriptions à l'égard des actes qui par leur nature, tomberaient sous un accord privé de force obligatoire (art. 6, par. 3) et ces prescriptions complémentaires auront la même force juridique qu'une convention sanctionnée (art. 6, par. 4). Le Ministre a précisé, au cours de la discussion, qu'il n'était pas question d'utiliser ce procédé pour imposer aux intéressés une réglementation d'inspiration gouvernementale, mais d'établir un régime transitoire dans l'attente qu'intervienne entre les chefs d'entreprise une nouvelle entente qui sera elle conforme à l'intérêt général.

Une déclaration privant une entente du caractère obligatoire n'empêche pas les contractants d'observer librement entre eux les dispositions de cette convention, notamment celles concernant les prix à réclamer à la clientèle, mais les membres du cartel ne pourront plus engager une action civile contre ceux qui enfreignent les engagements contenus dans ce contrat de cartel.

Pour donner à sa décision, l'efficacité nécessaire, la loi (art. 6, par. 2) a interdit les agissements tendant à limiter juridiquement ou économiquement la liberté de quiconque pour toutes les matières relevant d'une entente privée de force obligatoire. On ne dissout pas le cartel mais on protège les concurrents présents et futurs contre les procédés tels que boycottage, liste noire, etc. qui ont pour but de forcer les outsiders à se soumettre ou à disparaître.

La loi autorise toute personne ayant un intérêt justifié

au maintien de la liberté compromise, c'est-à-dire les entrepreneurs, les fournisseurs et les clients, en cas de boycottage par exemple, à réclamer des dommages et intérêts pour le préjudice subi (art. 10).

La contravention intentionnelle à l'obligation de l'article 6, paragraphe 2, est considérée comme un délit et punie d'amende.

G. — *La Commission permanente du Conseil économique*¹.

I. *Composition de la Commission.* — La loi du 8 juin 1932, qui a créé le Conseil économique (voir *supra* p. 24) a prévu la formation dans le sein de cet organisme, de commissions permanentes, chargées de fournir au Gouvernement des avis d'ordre économique pour l'application de la loi.

L'arrêté du 9 septembre 1935 a fixé la composition de la Commission, prévue par l'article 8 de la loi que nous étudions, comme suit :

4 membres du Conseil économique.

2 représentants du Conseil de l'industrie (voir p. 24).

2 représentants du Conseil de la classe moyenne (voir p. 25).

1 représentant des organisations centrales ouvrières protestantes.

1 représentant des organisations centrales ouvrières socialistes.

2 représentants des organisations centrales ouvrières catholiques.

II. *Rôle de la Commission permanente.* — Elle joue un

1. Aux termes du décret du 15 mars 1934, les commissions permanentes peuvent comprendre des personnes choisies en dehors du Conseil économique.

rôle purement consultatif, soit que le Ministre soit dans certains cas obligé de prendre son avis, soit qu'il en ait seulement la faculté.

1. — Cas où la consultation de la Commission par le ministre des Affaires économiques est obligatoire :

a) Pour prendre un règlement d'administration publique fixant les conditions auxquelles une entente sera déclarée obligatoire (art. 2, par. 1) ;

b) Pour prendre un règlement d'administration publique fixant les conditions auxquelles une entente sera privée de force obligatoire (art. 6, par. 1) ;

c) Pour prendre un règlement d'administration publique stipulant les conditions de publication des arrêtés ministériels attribuant force obligatoire à une entente, fixant des dérogations, supprimant avant terme la force obligatoire attribuée à une entente, privant de force obligatoire une convention entre chefs d'entreprise (art. 9, par. 1).

d) Pour prendre un règlement d'administration publique fixant la composition et le mode de travail de la Commission de l'article 12, chargée du contrôle de l'observation d'une entente déclarée obligatoire (art. 12).

e) Pour prendre un règlement d'administration publique déterminant les dispositions à prendre pour faciliter la bonne exécution de la loi (art. 13).

2. — Cas où la consultation de la Commission par le Ministre est facultative :

a) Pour prendre un arrêté ministériel exceptant certains actes de l'application d'un accord sanctionné et établissant à leur égard des mesures dérogatoires (art. 2, par. 2) ;

b) Pour prendre un arrêté ministériel exceptant certaines personnes de l'application d'un accord sanctionné et éta-

blissant à leur égard des mesures dérogatoires (art. 3, par. 1) ;

c) Pour prendre une décision faisant cesser, avant le délai imparti, une entente obligatoire (art. 5) ;

III. *Mode de travail de la Commission permanente.* — Avant d'émettre un avis sur la question qui lui a été soumise par le ministre des Affaires économiques, la Commission est obligée d'entendre, aux termes de l'article 8, paragraphe 3 :

1. — Les chefs d'entreprise qui sont visés par l'accord, c'est-à-dire aussi bien les entrepreneurs qui ont conclu l'entente originaire que la minorité constituée par les opposants, de façon à être au courant des arguments qui sont présentés en faveur du projet et contre le projet.

2. — Le Conseil professionnel, si un tel organisme fonctionne dans la branche envisagée¹.

3. — Si un Conseil professionnel n'existe pas, les représentants des organisations patronales et ouvrières de cette branche.

De plus, la Commission permanente a la latitude de convoquer toutes personnes dont l'audition lui semble utile à la bonne fin de son enquête et d'autoriser certaines personnes, non membres du Conseil économique, à assister aux réunions.

On n'a pas manqué de protester de différents côtés contre la présence dans la Commission économique de représentants ouvriers et contre l'obligation pour cette Commission de tenir compte du point de vue des salariés, dans l'avis qu'elle doit transmettre au Ministre sur l'opportunité de sanctionner une entente.

1. Voir p. 20 et le texte p. 121.

On trouvait notamment que les Conseils professionnels avaient une tâche limitée aux questions d'ordre social et que leur audition à propos de questions appartenant au domaine économique, était contraire à la fois à la loi qui a créée ces Conseils et à celle qui concerne des accords entre chefs d'entreprise. Des membres de la Première Chambre parlèrent de la rupture du principe de l'autonomie de l'entrepreneur. Le Ministre des Affaires économiques, M. Steenberghe, dans son Mémoire de Réponse, exposa que la position présente de l'entrepreneur n'était plus celle que se représentent les défenseurs du « laissez faire ». A la place de l'entrepreneur qui fait marcher son affaire avec son propre capital et qui seul supporte les risques, on a vu naître une situation toute nouvelle, surtout dans la grande industrie, par suite de la séparation qui s'est produite entre la direction de l'entreprise d'une part, la propriété et les risques qui y sont attachés d'autre part. Il en est résulté que la propre responsabilité de l'entrepreneur s'est transformée dans une forte mesure, en une responsabilité partagée avec tous les groupes liés à l'entreprise.

H. — *Sanctions.*

1. — *Sanctions civiles.*

a) Celui qui n'observe pas une convention rendue obligatoire (art. 2, par. 3) ou les mesures de dérogation établies par le Ministre à l'égard de certaines personnes (art. 2, par. 2) est passible de dommages et intérêts à l'égard de toute personne y ayant un intérêt raisonnable.

Le demandeur peut être dispensé de faire la preuve du dommage subi, et le juge peut fixer en « équité » le montant de l'indemnité (art. 10).

b) Il est interdit à quiconque sous peine de dommages et intérêts, de limiter une autre personne, en droit ou économiquement, dans des matières qui relèvent d'une entente privée de force obligatoire (voir *supra*, p. 66); de même, donne lieu à une action en dommages et intérêts la non-observation des prescriptions destinées à compléter une déclaration privant une convention du caractère obligatoire (art. 6, par. 4.)

La Commission administrative chargée de contrôler l'observation d'une déclaration attribuant force obligatoire à une convention ou privant une telle convention de force obligatoire (art. 12) est qualifiée pour intenter une action en dommages et intérêts contre le chef d'entreprise qui contreviendrait à une telle déclaration. Dans le Mémoire de Réponse à la Deuxième Chambre, le Ministre fit connaître que les amendes prévues contre les entrepreneurs, parties à une entente libre, pourraient être appliquées à tous les chefs d'entreprise lorsqu'ils se rendraient coupables d'une infraction punie d'une amende par la convention étendue à l'ensemble de la profession.

2. — *Sanctions pénales.*

Celui qui intentionnellement agit de façon contraire à une obligation découlant d'une déclaration privant une entente de force obligatoire (art. 6, par. 2 et 4) est passible d'une amende de 10.000 florins au maximum (art. 11).

La sanction pénale a été introduite dans le projet original à la demande de certains parlementaires qui redoutaient l'inefficacité des sanctions civiles. Ils croyaient non sans raison, que la minorité hésiterait à engager un procès contre la majorité constituant le cartel, tant par

crainte de représailles que par la difficulté présentée par des procès de cette nature et les frais nécessités par une action en justice.

Ainsi, contre une infraction à une entente sanctionnée, les intéressés, c'est-à-dire les chefs d'entreprise ont un recours civil, pour obtenir réparation du dommage subi. Tandis que les infractions à une convention privée de force obligatoire, entraînent concurremment des sanctions civiles de la part des chefs d'entreprise et des sanctions pénales contre l'acte délictueux.

Le Ministre n'a pas caché qu'il aurait voulu éviter l'intrusion de la police dans la vie économique, intrusion que l'application de ces sanctions pénales va provoquer.

En Allemagne et en Italie où les cartels chargent de la sentence, le juge normal, les sanctions prévues sont rendues obligatoires pour les outsiders.

Aux Pays-Bas, au contraire, les cartels chargent de prononcer l'amende, soit l'administration du cartel, soit une commission de contrôle avec possibilité d'appel auprès d'une instance professionnelle, soit encore une instance privée permanente *ad hoc*. Il y avait donc un danger à soumettre les dissidents à la juridiction du cartel qui les voit forcément d'un œil défavorable. C'est la raison pour laquelle le législateur hollandais a adopté une réglementation différente de celle en vigueur dans les deux pays précités ¹.

I. — *La Commission administrative de contrôle.*

Pris en vertu de l'article 12 de la loi, le décret du 14 décembre 1936 fixe la composition et le mode de travail

1. Mr. E. D. Koning. *De Naamlooze Vennootschap*, 15 octobre 1934.

de la Commission chargée de veiller à la bonne observation d'une entente ayant reçu force obligatoire. Elle est composée de 6 membres, nommés pour 4 années sur la proposition du ministre des Affaires économiques. Les titulaires de cette Commission ont été désignés (décret du 10 octobre 1936 et arrêté ministériel du 15 octobre 1936) :

Président M. Verschuur, ancien ministre du Commerce; vice-président, le professeur Meyers de Leyde et secrétaire M. Gispen, référendaire au Ministère des Affaires économiques.

En tant qu'organisme de contrôle, la Commission a le droit de pénétrer dans les locaux et de consulter les documents qui lui sont nécessaires; ses membres sont tenus au secret professionnel, sous peine d'emprisonnement ou d'amende. En tant que représentant l'intérêt général, la Commission, on l'a vu plus haut, peut engager une action en dommages et intérêts entre les chefs d'entreprise qui n'observent pas les prescriptions résultant de déclarations sanctionnant ou privant de force obligatoire, une entente.

J. — *Dispositions diverses.*

Une déclaration sanctionnant ou privant de force obligatoire une entente n'a pas d'effet rétroactif, mais des conventions conclues de mauvaise foi en prévision d'une telle déclaration, sont nulles (art. 7). Une déclaration ne peut conférer le caractère obligatoire à un accord que pour une période de temps limitée, le Ministre pouvant faire cesser les effets de la déclaration, avant terme, si l'intérêt général l'exige.

Le Gouvernement reçoit le pouvoir de prendre des dispositions complémentaires pour faciliter une bonne exécution de la loi (art. 13).

III. — CRITIQUES FAITES A LA LOI SUR LES ENTENTES OBLIGATOIRES.

La loi est d'institution trop récente et ses applications trop peu fréquentes jusqu'ici, pour qu'on puisse en donner un jugement fondé. C'est donc sur le plan de la doctrine que nous allons relever les principales critiques qui lui ont été adressées, tant au Parlement que dans les milieux économiques :

Incompétence de l'État en matière économique; danger d'un contrôle progressif de toute la vie économique; durée illimitée des pouvoirs accordés au Gouvernement; élimination du contrôle parlementaire; risques pour l'État d'être rendu responsable de l'échec des ententes qu'il sanctionnera mais dont il n'aura pas la maîtrise; incertitude juridique apportée dans les contrats.

A ces objections, le Ministre chargé de défendre la loi répondit comme suit :

1^o Le projet de loi a été modifié de façon à assurer au Gouvernement des avis éclairés sur les ententes à l'égard desquelles il aura à prendre une décision. En effet, la Commission permanente du Conseil économique qu'il est tenu de consulter, comprend aux termes du nouvel article 8, à côté des membres ordinaires de ce Conseil, des représentants de la petite et de la grande industrie.

2^o Il n'est pas dans l'intention du Gouvernement d'organiser au moyen de cette loi, la mise en tutelle de la vie économique, puisque les pouvoirs publics ne pourront se prononcer que sur des accords issus de la libre initiative du monde des affaires et qu'ils n'auront pas la faculté de les modifier. Le Ministre a assuré qu'il ne ferait usage

de cette loi qu'avec la plus grande prudence et la plus grande modération et l'expérience de la loi montre que jusqu'ici cette promesse a été tenue.

3° La loi ne pouvait être une mesure provisoire, ne visant pas à adapter l'économie néerlandaise aux modifications temporaires d'une crise de conjoncture, mais à des changements dans la structure économique mondiale qui présentent un caractère définitif.

4° Le Gouvernement a rejeté la procédure parlementaire en raison de sa lenteur et de la publicité de ses débats, préférant un système l'habilitant à intervenir d'urgence en faveur de telle branche de l'industrie.

5° S'il y a une responsabilité à prendre, le Gouvernement ne peut la refuser puisqu'il va s'agir de questions qui, dépassant l'intérêt des groupes professionnels, mettent en jeu l'intérêt général dont il a, par définition, la charge.

6° Le Ministre repoussait enfin le reproche d'atteinte à la garantie juridique des contrats puisque la loi ne peut pas avoir d'effet rétroactif et que d'un autre côté, dans le règlement d'administration publique qui doit précéder chaque déclaration, des dispositions seront prises pour tenir compte des différents intérêts en présence.

On a émis d'autre part la crainte de voir la loi maintenir des entreprises économiquement condamnées, consacrer le « triomphe de la médiocrité », en sacrifiant une minorité peut-être plus capable ou plus prévoyante. On a également combattu un système dans lequel l'État tente une expérience avec l'argent des particuliers, remarquant que dans sa politique agricole, exemple d'une économie dans une grande mesure dirigée, c'étaient en grande partie, les finances de l'État qui étaient engagées.

Le rôle consultatif confié à l'élément ouvrier.

Une des modifications apportée au projet primitif a consisté à faire siéger au sein de la Commission permanente du Conseil économique (art. 8) que le Ministre est tenu de consulter, à côté de représentants de l'industrie et de l'artisanat, des représentants des organisations centrales ouvrières et d'obliger d'autre part, cette Commission permanente à entendre, avant d'exprimer son avis, le Conseil professionnel de la branche envisagée, et à son défaut, les représentants des organisations patronales et ouvrières de la profession.

Plusieurs parlementaires ont protesté contre cette immixtion de l'élément ouvrier dans des accords qui, aux termes mêmes de la loi, doivent avoir été conclus entre des chefs d'entreprise, c'est-à-dire entre les dirigeants responsables de la production. Ils ont vu dans cette disposition de la loi une rupture du principe de l'autonomie des entrepreneurs et l'esquisse d'une participation des salariés dans la gestion des entreprises, par l'influence qu'ils seront à même d'exercer.

Le Mémoire de Réponse à la Deuxième Chambre avait déjà reconnu l'interdépendance des problèmes économiques et sociaux et insisté sur le fait que la loi ne visait pas seulement à la défense des intérêts économiques mais à la protection de l'intérêt général, donc partiellement de celui des ouvriers, qui n'ont du reste qu'un rôle purement consultatif.

Le ministre des Affaires économiques ¹ a admis que le

1. Mémoire de Réponse à la Première Chambre.

nouvel article 8 de la loi donnait à bon droit aux employés, l'occasion de collaborer à la création de situations mieux ordonnées de la vie économique, sans toutefois entraîner une participation de leur part à la gestion des entreprises, comme on l'avait prétendu.

La question d'organisation des professions intéresse à trop de points de vue les éléments ouvriers pour qu'il soit possible de leur contester le droit de faire connaître leur façon de voir, dans des ententes dont la sanction gouvernementale va accentuer les effets sur les salaires et sur les occasions de travail.

Le Ministre n'a pas jugé possible de confier l'exécution de la loi sur les ententes obligatoires aux Conseils professionnels qui sont de création trop récente et dont les attributions ont été limitées aux questions purement sociales. D'autre part, la composition paritaire de ces organismes si elle les qualifie pour représenter l'intérêt d'un groupe professionnel, les rend inaptes à juger de l'intérêt général. Certains milieux individualistes acceptent l'idée de la collaboration économique contenue dans la loi de 1935, par intérêt commercial, mais sont défavorables à la collaboration sociale, qui est à la base de la loi sur les Conseils professionnels. Malgré cet état d'esprit qu'on a défini l'« individualisme collectif », il existe en Hollande une forte tendance à coordonner les questions économiques et sociales quand il s'agit de réglementer et d'assainir une branche professionnelle déterminée.

La Fédération des Employeurs néerlandais (Nederlandsche Werkgevers Verbond) combattit dans la loi de 1935 les tendances que l'on trouvait déjà dans la loi sur les Conseils professionnels qui visent à enlever au chef d'entreprise son poste de responsabilité. Elle voyait dans

la multiplication des interventions de l'État une cause de rigidité et de difficulté d'adaptation de toute la vie professionnelle qui poussait petit à petit le pays « vers la destruction de la propriété privée et l'orientait de force vers la socialisation des moyens de production ¹ ».

L'Association des employeurs catholiques par l'organe du Dr Kortenhorst² aurait voulu que la loi encourageât principalement la collaboration entre les organisations, plutôt qu'entre chefs d'entreprise pris individuellement.

Les socialistes estimaient que la loi de 1935 aurait dû confier au Gouvernement la charge d'organiser les professions au lieu de s'en remettre à l'initiative des chefs d'entreprise qui n'agiraient que pour réaliser des fins purement commerciales sans se préoccuper de l'incidence des réglementations qu'ils établissent, sur le plan social. Ils redoutent que conformément à ce qui s'est passé en Belgique, à la suite de l'arrêté royal du 13 janvier 1935, les ententes qui ne visent qu'à limiter la production, éliminer la concurrence, fixer des prix rémunérateurs, réaliser une position de monopole plus ou moins caractérisée³ ne soient pas sanctionnées comme contraires à l'intérêt général et rendent inefficace la loi destinée à provoquer une organisation professionnelle. Ils préconisent l'attribution de pouvoirs réglementaires en matière économique à des Conseils professionnels composés de patrons, d'ouvriers et de consommateurs et fonctionnant sous la direction d'un organisme de coordination, le Conseil central économique, suivant un plan d'action déterminé.

1. *La Documentation Catholique*, 2 novembre 1935.

2. Membre de la Deuxième Chambre.

3. Dr Gaston Craen, cité par De Vakbeweging en de Economische opbouw. (*Le mouvement professionnel et la reconstruction économique.*)

CHAPITRE IV

LA PRATIQUE DE LA LOI DE 1935

A. — LES REQUÊTES TENDANT A LA SANCTION D'UNE ENTENTE QUI ONT ÉTÉ REJETÉES ¹

1. — *Industrie des pierres à chaux.*

En date du 27 décembre 1935, l'Association des fabricants néerlandais de pierres à chaux sollicitait du ministre des Affaires économiques, l'extension à tous les chefs d'entreprise de cette branche, de l'accord intervenu entre ses membres.

Cette convention comportait l'interdiction de créer de nouvelles affaires, une restriction des livraisons et une réglementation instituant des prix minima, ces différentes mesures étant destinées à empêcher un développement de la production.

Conformément à l'article 8 de la loi, le Ministre requit l'avis de la Commission permanente du Conseil économique au sujet du règlement d'administration publique destiné à fixer les conditions auxquelles une entente peut être généralisée (*J. O.* du 16 mars 1936).

1. Rapport du Ministre des Affaires économiques sur l'application de la loi de 1935 au Président de la Deuxième Chambre des États Généraux.

Le 29 juillet 1936, le Ministre fit connaître à l'Association précitée qu'il rejetait la requête, l'accord proposé ne contenant pas, à son avis, les conditions susceptibles d'assurer un minimum d'assainissement dans l'industrie des pierres à chaux :

a) Le projet de restriction proposé, en effet, est insuffisant puisqu'il concerne uniquement la livraison, à l'exclusion de la production. Il y a bien interdiction d'établir des fabriques nouvelles ou d'agrandir celles en activité, mais on n'a pas limité la possibilité d'utiliser intégralement le matériel de production existant, pendant la durée de la Convention. On laisse donc subsister le mal (suréquipement) et on en recule seulement les effets.

b) L'accord contient une répartition des débouchés réservant à chaque fabrique un pourcentage des ventes totales sur la base de sa capacité de production, mais il n'essaie pas de réaliser une concentration de la production.

c) Aucune réglementation n'est adoptée à l'égard des stocks qui sont importants.

Le Ministre a invité l'Association des Fabricants de pierres à chaux à préparer une nouvelle entente et à la joindre à celle des fabricants de briques.

2. — *Industrie des briques.*

La Fédération néerlandaise des Briques (Nederlandsche Baksteenbond) fut fondée en octobre 1934, en vue d'assainir cette branche de l'industrie au moyen d'une réorganisation de la production. Le 10 février 1936, cette Fédération présenta au ministre des Affaires économiques en vue de lui faire conférer la sanction prévue par la loi de 1935, une convention tendant à favoriser la production et la

distribution rationnelle dans l'industrie des briques, par les moyens ci-après :

- a) Adaptation de la production à la consommation ;
- b) Normalisation des stocks ;
- c) Réglementation de l'expédition et de la distribution ;
- d) Développement d'une production rationnelle ;
- e) Interdiction d'extension des industries.

Après avis de la Commission permanente du Conseil économique, le ministre du Commerce rejeta la demande de la Fédération néerlandaise des briques et motiva sa décision dans sa lettre à cette organisation, du 29 juillet 1936 :

« La convention telle qu'elle est présentée ne peut recevoir le caractère obligatoire général. Il y manque l'élément d'assainissement qui est d'importance capitale pour cette industrie, en ce sens que des affaires travaillant de façon non économique sont placées sur le même pied que des affaires rémunératrices. De plus, une répartition égale de la production sur toutes les affaires, maintiendrait trop de fabriques en activité et renchérirait la production. » A l'avis du Ministre, on ne reviendrait à une situation saine que grâce à l'élimination ou à la destruction de la surcapacité, tout en conservant un système de production rationalisé, proportionné aux besoins.

C'est pourquoi, le Ministre estimait que la convention devait subir d'importantes modifications pour qu'il lui fût possible de la généraliser, tout en sachant qu'elle ne contiendrait pas encore tous les éléments d'un assainissement durable. Il croyait toutefois, que la sanction d'une telle entente serait une première étape sur la bonne voie, si les intéressés s'engageaient à se mettre ultérieurement d'accord sur une nouvelle réglementation plus efficace, et

à l'appliquer. Le Ministre attendait donc une promesse à cet égard de la Fédération des briques, au nom de tous les fabricants, avant de prendre une décision.

Il recommandait notamment, un système de contingents décroissants pour les fabriques arrêtées et mentionnait la nécessité d'apporter certaines modifications à l'entente sur les points suivants :

1^o *Organes d'exécution et de contrôle.* — Ces fonctions ne devraient pas être données au Conseil des briques (Baksteenraad) comme dans l'entente rejetée mais confiées à trois commissions :

a) « Baksteen Commissie » (Commission des briques), chargée de fixer les directives générales ;

b) « Uitvoerend Bureau » (Bureau exécutif), chargé du rapport avec les membres de la Convention et les dissidents, pour déterminer les droits de production de chaque fabrique ;

c) « Commissie van Beroep » (Commission d'appel) pour recevoir les réclamations de chaque fabricant.

2^o *Garanties contre la hausse des prix.* — La Convention rejetée ne contenait aucune réglementation de prix et ne supprimait pas la concurrence réciproque. Le Ministre estimait que les garanties les plus importantes à cet égard ne devraient pas se trouver dans la Convention, mais dans le règlement d'Administration publique prévu à l'article 2 de la loi :

a) La Commission des briques devrait veiller à ce qu'aucun accord de prix ne continue à subsister en dehors de l'entente, après que la réglementation tant de la production que des débouchés, aura reçu le caractère obligatoire général et tant qu'un nouvel accord concernant les prix n'aura pas été institué.

b) La Commission des briques serait obligée, au cas où les prix des briques tomberaient au-dessous d'un niveau fixé par le Ministre, à faire détruire entièrement ou partiellement la quantité de briques brutes que chaque fabricant pourrait avoir en stock. Le Ministre fixerait le niveau des prix d'après le coût de production d'entreprises bien installées au point de vue technique en tenant compte du terrain, des bâtiments et des machines ainsi que des amortissements et des intérêts.

Chaque fabricant devrait adresser au Bureau exécutif, tous les quatorze jours, une déclaration du prix de ses briques et ce Bureau publierait le prix moyen des principales sortes. Cette déclaration obligatoire des prix permettrait de découvrir plus tôt les Conventions des prix éventuelles et la publication des prix moyens limiterait les chances de hausse de prix puisque les fabricants auraient la possibilité de faire des offres au-dessous de ces prix moyens, pour attirer la clientèle.

3° *Base pour la fixation du droit de production.* — Il faudrait, d'après le Ministre, accorder plus d'importance à l'évolution de l'industrie des briques au cours des années écoulées.

a) N'allouer aucun droit de production aux entreprises qui n'ont pas marché au cours des cinq dernières années et ne pas tenir compte seulement de la capacité comme dans la Convention ;

b) Faire dépendre jusqu'à un certain point, la fixation du droit de production, de la production dans les années passées et ne pas tenir compte de la capacité technique mais de la capacité effective, en prenant pour base par exemple deux années sur la période 1931-1935.

Le Ministre ajoutait qu'une fois ces modifications appor-

tées, sa décision tiendrait essentiellement compte de l'importance et de la qualité de la majorité des fabricants des briques qui se prononceraient en faveur de la modification de la Convention.

Le 11 novembre 1936, le Fédération néerlandaise des briques déposait une entente modifiée. Le ministre des Affaires économiques, le professeur Gelissen, fit connaître par une lettre du 5 janvier 1937, que la condition essentielle faisait défaut, à savoir la promesse des intéressés de conclure ultérieurement une réglementation d'assainissement durable et d'en demander la généralisation.

La Fédération reconnaissait bien la nécessité de cette réglementation pour éliminer et détruire la surcapacité, mais elle ajoutait que la réalisation de cette condition avait paru très difficile. Elle promettait de faire tous ses efforts pour mettre sur pied avant le 1^{er} mai 1938, la réglementation exigée, dont le financement serait assuré par les industriels eux-mêmes. La grande question était pour le Ministre de savoir la mesure dans laquelle les entreprises individuelles seraient disposées en temps voulu, à se plier aux décisions du Conseil des briques.

Cette incertitude était justifiée, étant donné :

1^o Les divergences des avis émis dans cette industrie sur les plans d'assainissement établis et

2^o D'autre part, le projet de la réglementation indiqué par la lettre de la Fédération néerlandaise des briques du 1^{er} décembre 1936. Celle-ci comportait la prise en charge par les membres de l'industrie eux-mêmes, du financement des opérations d'assainissement, à savoir le rachat des usines, mises en adjudication volontaire par leurs propriétaires et l'établissement de servitudes sur les usines retirées du circuit de la production. Le paiement

échelonné sur plusieurs années, devait être réparti sur les fabriques en activité, proportionnellement à leur capacité de production. On estimait à 12 millions de florins, les frais exigés pour la réalisation du plan ¹. S'il apparaissait dans l'avenir que les entreprises n'étaient pas disposées, conformément aux directives de la Fédération, à consentir les sacrifices financiers nécessaires à cette opération, celle-ci n'encourrait aucun blâme, mais le Ministre, pour n'avoir pas pris les garanties voulues sur ce point, serait responsable de son imprévoyance ².

Le Conseil des Ministres fut saisi de l'affaire et par une lettre en date du 5 janvier 1937, le Ministre fit savoir à la Fédération néerlandaise des briques qu'il accueillerait favorablement une nouvelle entente tenant compte des objections rappelées ci-dessus. La Fédération répondit qu'elle renonçait à faire d'autres propositions et exposa à nouveau son point de vue dans une lettre du 12 janvier 1937.

La Commission permanente du Conseil économique avait semble-t-il émis un avis favorable, en exigeant toutefois que les fabricants prissent l'engagement de présenter par la suite un plan d'assainissement plus complet et plus durable, modifié suivant les suggestions du ministre des Affaires économiques. Dans une brochure qu'elle avait publiée en décembre 1936, c'est-à-dire peu de temps avant la décision du ministre des Affaires économiques, l'Association de défense des intérêts de l'Industrie des briques avait insisté sur le fait que l'entente proposée aux fins

1. Brochure de l'Association pour défendre les intérêts de l'Industrie des briques, qui groupait les fabricants hostiles à une entente obligatoire.

2. Rapport à la Deuxième Chambre.

d'extension à toute la branche envisagée, n'avait réuni que 56 p. 100 de la capacité de la production totale (42 p. 100 contre et 2 p. 100 votes en blanc).

* * *

Si on s'est étendu longuement sur cette tentative, c'est qu'elle met en relief les difficultés que soulève dans la pratique, l'application de la loi de 1935. Elle montre aussi que n'étaient peut-être pas fondés les craintes des uns et les espoirs des autres, inspirés par la loi sur les ententes obligatoires, puisque malgré deux années de travail assidu, des concessions nombreuses de la part des requérants, un avis favorable de la Commission permanente du Conseil économique, on n'a pu aboutir qu'à un échec. Était-ce donc vraiment la peine de repousser le système d'une loi pour chaque cas particulier en raison de la lenteur de la machine parlementaire et l'urgence des mesures à prendre?

3° Industrie du matériel isolant.

En date du 7 mai 1936, l'Association des Fournisseurs et Employeurs de l'Industrie du matériel isolant, à Amsterdam demandait l'attribution de la force obligatoire à une entente concernant :

- a) Une réglementation de prix minimum ;
- b) Une réglementation des conditions de livraison et de paiement.

Le Ministre fit connaître à cette Association, le 20 mai 1936, que la rédaction juridique de l'entente ne satisfaisait pas à l'article 1^{er} de la loi de 1935 et lui demandait de la rectifier. Le 23 octobre 1936 n'ayant reçu aucune nouvelle

demande il fixa un délai de quinze jours à cette organisation pour déposer une nouvelle requête. Celle-ci ne lui étant pas parvenue, on considéra que les intéressés renonçaient à leur projet.

4^o Industrie de la poudre de coquillage.

La Société anonyme de la Centrale des coquillages (Gritcentrale N. V.) à Noordwijk est le bureau central de vente de six fabriques de poudre de coquillages, destinée à l'alimentation des volailles. Elle déposa une requête le 10 juillet 1936, pour faire attribuer le caractère obligatoire à une convention, consistant en une réglementation de prix minimum pour la poudre de coquillages, complétée par une répartition des débouchés. De l'enquête instituée, il résultait que dans cette branche de l'industrie, il y a, à côté de fabriques bien outillées, toutes sortes de formes de production, parmi lesquelles les plus primitives. La nature des choses laissait apparaître que ces modes très divers de production conduisaient à des différences de coût de production caractéristiques. Les modes d'approvisionnement en matières premières, notamment, placent certaines industries dans une position beaucoup plus favorable que d'autres et expliquent les divergences importantes du coût de la production dans les diverses affaires.

Les données parvenues au Ministre l'ayant convaincu que la concurrence faite par les outsiders à la Gritcentrale n'avait pas lieu de façon inéquitable, du point de vue économique et social, le Ministre rejeta la requête par sa lettre du 24 décembre 1936.

B. — LES REQUÊTES TENDANT A LA SANCTION
D'UNE ENTENTE QUI SONT EN INSTANCE

1. — *Industrie de la boulangerie.*

Le 6 mars 1935, la « Fondation néerlandaise de la boulangerie¹ » soumit au ministre des Affaires économiques, une entente conclue entre les boulangers de Rotterdam, aux fins d'extension à toutes les entreprises de cette branche dans la ville envisagée, représentant 80 p. 100 des entrepreneurs et 84 p. 100 du chiffre d'affaires de cette branche².

L'entente contenait une réglementation concernant les prix minima du pain, l'établissement de nouvelles boulangeries et l'extension de celles existantes ainsi que la position des revendeurs. Le Ministre ayant rejeté cette demande comme ne satisfaisant pas aux conditions de l'article 2 de la loi de 1935, la Fondation lui adressa (juin-juillet 1936), une requête modifiée, relative cette fois aux industries de la boulangerie de Rotterdam et d'Amsterdam, qui contenait également une réglementation de prix minima pour les différentes qualités de pain, établis d'après les cours moyens de la farine au cours du mois précédent, pour lutter contre la vente au-dessous du prix de production ainsi que les dispositions suivantes, destinées à faire cesser un état de choses aussi préjudiciable aux producteurs qu'aux consommateurs :

1. Organisation commune aux meuniers, fabricants de farines et boulangers de tout le pays, créée le 28 octobre 1935, dont le but essentiel était d'établir une entente entre les chefs d'entreprise de cette branche sur la base de la loi de 1935.

2. (Professeur Dr. P. S. Gerbrandy). *Wetstoepassing of Wetsverkrachting* ?

1° Réglementation concernant la distribution pour éliminer le trop grand nombre de revendeurs et mettre fin à certaines pratiques ;

2° Lutte contre la concurrence déloyale (inobservation de la « Warenwet », loi de la répression des fraudes dans le commerce des denrées, vente à crédit, primes) ;

3° Limitation de la création de nouvelles entreprises.

Après avoir reçu l'avis de la Commission permanente du Conseil économique qu'il avait consultée et soumis la question au Conseil des ministres, le Ministre énuméra les objections qui l'empêchaient d'agréer la requête des boulangers de Rotterdam et d'Amsterdam :

a) La fixation d'un prix minimum pour les différentes qualités de pain n'aura pas d'effet assainissant, puisqu'elle encouragera la création de nouvelles affaires et empêchera de disparaître les entreprises les moins viables ;

b) Le contrôle efficace des prix du pain sera très difficile, puisqu'on ne peut pas compter sur la collaboration du public. De plus, il y a bien des manières de détourner une réglementation de prix minima (concurrence de service et de qualité, vente à bon marché d'articles annexes) ;

c) La réglementation provoquera une hausse de prix qui atteindra les classes nécessiteuses de la population. Le Ministre attendait un remède à cette situation de l'application plus sévère de la loi sur les denrées (répression des fraudes) et du projet de loi alors à l'étude qui subordonnait la création de nouvelles affaires dans la petite industrie, à l'obtention d'une licence réservée aux commerçants remplissant des conditions de capacité professionnelle, d'aptitude commerciale et de solvabilité¹.

1. Votée en mai 1937.

En attendant le vote du projet de loi précité, le ministre des Affaires économiques demanda à son collègue de l'Agriculture, d'interdire la création de nouvelles entreprises dans l'industrie de la boulangerie en se basant sur la loi de crise de l'Agriculture et prévint le 13 janvier 1937, la Fondation néerlandaise de la boulangerie. Le 18 janvier 1937, le ministre de l'Agriculture prenait un arrêté pour limiter la création de nouvelles boulangeries à Amsterdam et à Rotterdam. Cette mesure a apporté une légère amélioration dans cette branche.

Le professeur Gerbrandy ¹ s'est étonné d'un refus de principe de sanctionner une réglementation de prix minimum, alors que le ministre des Affaires économiques a demandé aux intéressés au cours de l'enquête, que le calcul du prix minimum soit fait non seulement en fonction des prix des matières premières, mais aussi en fonction du standard général des salaires, pour éviter une cristallisation. Il estimait que la fixation du prix minimum assurerait aux producteurs un minimum de subsistance, donc une amélioration de la situation de nombre d'intéressés dans cette branche, conformément à l'esprit de la loi de 1935. Il expliquait, d'autre part, que le vrai motif de la décision du ministre des Affaires économiques était surtout la crainte d'une forte hausse des prix du pain, à la veille des élections dont les effets auraient fortement gêné la politique de déflation monétaire poursuivie par le Gouvernement Colijn. La nouvelle requête modifiée, déposée le 10 février 1937, par les seuls boulangers d'Amsterdam, contenait les modifications principales ci-après :

1^o Suppression de la réglementation de prix minimum ;

1. Cf. opuscule cité.

2° Remplacement de la Commission locale de contrôle de l'accord primitif qui est exclusivement composé d'employeurs, par une Commission centrale de la boulangerie pour tout le pays où auraient place à côté de sept représentants patronaux, un représentant des revendeurs, trois représentants ouvriers et un représentant du ministre des Affaires économiques. Des Commissions locales devaient être constituées sur la même base.

Les milieux patronaux à tendance libérale¹, ont protesté contre la participation des ouvriers à la préparation d'entente entre entrepreneurs, estimant que si l'on pouvait envisager d'entendre les salariés sur les clauses de l'accord touchant à des questions de travail et devant avoir des répercussions sur la situation des employés, il était absolument inadmissible de les faire intervenir, même à titre purement consultatif, dans la préparation de l'ensemble d'une entente concernant partiellement des matières du domaine économique qui appartiennent par principe au chef d'entreprise financièrement responsable. Comme on l'a fait également remarquer², les requérants sollicitaient du Gouvernement la charge d'accomplir des actes d'exécution qui sont normalement du ressort des pouvoirs publics, sans pouvoir, — la question a été posée par le Gouvernement — indiquer qui fournirait les moyens financiers nécessaires au contrôle de l'exécution des prescriptions devenues d'ordre public.

Actuellement de nouvelles affaires se créent hâtivement pour échapper à l'application de la loi. Pour mettre fin à cette anomalie, le ministre des Affaires économiques

1. *De Nederlandsche Werkgever* (18 novembre 1937).

2. *Economisch Statistische Berichten*. Professeur Dr. C. W. de Vries (17 février 1937).

a arrêté le 8 décembre 1937, qu'à titre provisoire, l'installation de nouvelles boulangeries dans tout le pays sera subordonnée à l'obtention d'une licence délivrée par son Département. Cette disposition remplaçait pour Amsterdam et Rotterdam, l'arrêté du ministre de l'Agriculture du 18 janvier 1937¹, pris en vertu de la loi de crise de l'Agriculture².

2. — *Commerce de détail en tissus pour vêtements.*

Les sections d'Amsterdam et de La Haye de l'Association du Commerce en détail en tissus pour vêtements « De Staalmeesters » présentèrent le 12 mai 1936 une réglementation concernant l'octroi de rabais aux clients dont elles demandaient la généralisation. Le Ministre estimant que la rédaction de la réglementation ne satisfaisait pas entièrement aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi, invita les requérants à modifier en conséquence leur accord. Il leur adressa également un projet de réglementation qu'il les engageait à faire examiner par les autres membres de la corporation, non-membres de leur association.

A la fin de février 1937, une nouvelle convention fut déposée sur laquelle la Commission permanente du Conseil économique a été priée de fournir un avis.

3. — *Industrie de la lithographie.*

La Fédération néerlandaise des lithographes (Nederlandsche Bond van Steendrukkerijen) présenta le 25 sep-

1. Voir p. 12 : Loi restreignant la création de nouvelles affaires dans le commerce et la petite industrie.

2. Le 1^{er} février 1938, l'entente conclue entre les boulangers d'Amsterdam fut déclarée obligatoire, pour une année.

tembre 1936 une Convention élaborée au cours de son Assemblée, laquelle établissait un aperçu général du calcul des prix de revient dans la lithographie. Le Ministre réclama des données complémentaires qui ne sont pas encore parvenues au cours de la période se terminant à fin juin 1937.

4. — *Commerce des objets en or et en argent.*

La « Fédération pour la défense des intérêts du commerce des objets en or et en argent » a réalisé une entente volontaire dont il a été question précédemment ¹.

Cette organisation a soumis au ministre des Affaires économiques un accord contenant la défense d'accorder des réductions ou des cadeaux à ceux des clients de ses membres qui achètent des bagues en or poli.

Elle a demandé l'extension de cette réglementation à tous les commerçants de la corporation. L'enquête provisoire est encore en cours.

5. — *Industrie textile.*

Les fabricants hollandais de tissus de coton, de lin et de rayonne ont conclu librement une entente, comme on l'a dit plus haut ², qui groupait la quasi-unanimité des industriels de cette branche ³ et qui ne fut réalisée qu'après de longues et laborieuses négociations ; le retrait d'un des membres importants de l'accord menaçait d'en com-

1. Voir p. 37.

2. Voir p. 35.

3.[°] Ces industries représentent un chiffre d'affaires annuel de 46 millions de florins hollandais.

promettre le bon fonctionnement. C'est pour parer à ce danger, qu'en date du 5 mai 1937, les adhérents de la « Convention textile » sollicitaient l'attribution du caractère obligatoire à l'égard de tous les membres de leur industrie, à certaines réglementations de la dite convention : conditions de vente et de paiement ; statuts, règlement intérieur et règlement de cartel de cette convention. La Commission permanente du Conseil économique a été chargée de procéder à une enquête et le ministre des Affaires économiques s'est déclaré disposé à sanctionner cette entente ; la perspective d'une application de la loi et des conséquences qu'elle devait entraîner sous la forme d'un contrôle de l'administration sur l'industrie textile, fit revenir l'entrepreneur dissident sur sa décision et la Convention textile fonctionne à nouveau librement. C'est peut-être un des aspects les plus intéressants de cette loi que de pouvoir servir à pousser à la collaboration, les éléments les plus individualistes d'une profession, par la crainte qu'ils ont de l'intrusion de l'État dans leurs affaires.

Pour maintenir cet accord volontaire, les intéressés consentirent de part et d'autre à de nouvelles concessions. A la demande de l'entreprise dissidente, les statuts de la Convention devront être strictement délimités et à celle des organisations d'acheteurs (grossistes, fabricants de confections, coopératives d'achat), des modifications seront apportées à l'entente de façon à tenir compte davantage des desiderata des membres de la Convention, représentant la distribution. Un comité a été formé pour modifier, dans ce sens, les réglementations existantes. On a élargi d'autre part la composition de la commission d'arbitrage qui fonctionnait déjà et celle du Bureau central de

la Convention pour accentuer leur caractère de neutralité et leur permettre de mieux représenter les éléments commerciaux et industriels de la profession.

La Convention textile sera prolongée jusqu'en 1940 et entrera vraisemblablement en vigueur le 1^{er} mars 1938, après avoir subi les modifications indiquées ci-dessus ¹.

6. — *Industrie du sel.*

Comme on l'a vu précédemment, la Convention du sel ², entente libre entre tous les producteurs du pays, a été fortement ébranlée par le retrait de son adhérent le plus important, la « Koninklijke Nederlandsche Zoutindustrie » (Industrie royale néerlandaise du sel) au mois de juin 1937. Quatre membres de la Convention du sel ont demandé la généralisation à toute leur branche, des dispositions de l'entente réglementant le chiffre d'affaires de chaque adhérent et les prix du sel sur le marché intérieur. La Commission permanente du Conseil économique procède actuellement à une enquête.

* * *

Des demandes d'application de la loi ont été déposées au cours du 2^e semestre de 1937, par les industries du cuir, de la chaussure, de la boucherie (pour la localité d'Amersfoort) et des boissons gazeuses.

1. *Algemeen Handelsblad*, 3 janvier 1938.

2. Voir p. 31.

C. — LES ENTENTES DÉCLARÉES OBLIGATOIRES.

L'ENTENTE NÉERLANDAISE DES INDUSTRIES
DES ROBES DE CONFECTION

Les membres de l'entente néerlandaise des robes (Nederlandsche Japonnenconventie) qui représentaient plus de 50 p. 100 de la production intérieure, demandaient, le 25 juillet 1936, au ministre des Affaires économiques, d'étendre cette Convention à toute l'industrie de la confection des robes. Protégées par un contingentement contre la concurrence étrangère, les entreprises hollandaises se faisaient une lutte acharnée sur le marché national, qui se traduisait par un ensemble de pratiques destinées à attirer à tout prix la clientèle et consistait dans bien des cas à vendre au-dessous du prix de revient.

Suivant la procédure instituée par la loi de 1935, la Commission permanente du Conseil économique fut consultée. Après avoir pris contact à plusieurs reprises avec les intéressés pour connaître leur point de vue, cette Commission émit un avis favorable.

Le décret du 22 octobre 1937, conformément à l'article 3 de la loi, fixa les conditions auxquelles il subordonnait la généralisation de l'entente. En voici la teneur :

A la demande de notre Ministre des Affaires économiques en date du 13 septembre 1937.

Considérant que, en observation des dispositions de l'article 4 de la loi, une requête a été déposée par les intéressés tendant à l'attribution du caractère obligatoire à une convention entre entrepreneurs visant à améliorer la situation de l'industrie de la confection de robes ;

Considérant que sur la base de l'article 2, al. 1 de la

dite loi, une telle déclaration d'application obligatoire ne peut avoir lieu qu'aux conditions à fixer par Nous, par règlement d'administration publique ;

Vu l'article 10 de notre décret du 14 septembre 1936, pour l'exécution de l'article 12, al. 2 et 4 de la loi précitée ;

Considérant que la Commission permanente du Conseil économique, prévue à l'article 8 de la dite loi, a été entendue à ce sujet ;

Après audition du Conseil d'État (avis du 12 octobre 1937), vu le rapport ultérieur de notre Ministre susnommé du 16 octobre 1937 ;

Avons approuvé et décidé ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Notre Ministre des Affaires économiques peut attribuer le caractère obligatoire général aux dispositions de la convention entre entrepreneurs destinée à améliorer la situation de l'industrie de la confection des robes, auxquelles a trait la requête tendant à la généralisation de ces dispositions, déposée par les intéressés le 23 juillet 1936, aux conditions ci-après :

a) On devra donner la possibilité aux représentants des fabricants de robes de confection, qui ne sont pas partie à la convention et aux acheteurs de ces robes de siéger dans l'organisme qui sera chargé de l'exécution de la convention ;

b) L'organisme prévu sous a) devra se limiter expressément à la tâche qui aura été confiée à cet organisme par l'accord ;

c) La nomination du chef de bureau, qui sera chargé des activités quotidiennes relatives à l'application de l'accord, dépendra d'une déclaration du Ministre des Affaires économiques, certifiant qu'il n'existe pas d'objection à cette nomination ;

d) Ni le chef de bureau prévu sous c), ni une autre personne employée dans ce bureau ne pourront avoir des intérêts dans la fabrication ou le commerce de la confection ;

e) Pour les questions financières ou administratives, le chef du bureau devra être assisté d'un comptable qui ne pourra pas être comptable d'un fabricant de robes ;

f) Ledit bureau devra en ce qui concerne le contrôle de l'observation de l'accord, se tenir à la disposition de la Commission prévue à l'article 12.

g) Le Ministre des Affaires économiques désignera de son côté un représentant qui aura pour mission de veiller lors de l'exécution de l'accord, à l'intérêt général ;

h) Le représentant prévu sous g), recevra à cet effet le droit d'assister à toutes les réunions de l'organisme prévu sous a) et en outre, d'examiner tous les documents qui ont trait à l'exécution de l'accord.

ARTICLE 2. — Ce décret entre en vigueur, deux jours après sa publication au *Journal Officiel*.

Par arrêté motivé en date du 1^{er} novembre 1937, le Ministre des Affaires économiques conféra force obligatoire, pour une durée d'une année, allant du 2 novembre 1937 au 1^{er} novembre 1938, à l'Entente néerlandaise des robes :

Considérant que cet accord, qui est soutenu par un groupe d'entrepreneurs, représentant une partie importante de l'industrie envisagée, a en vue d'apporter de l'uniformité dans les conditions de livraison et de paiement afin d'empêcher certaines formes de concurrence déloyale ;

Que grâce à lui, on peut faciliter des calculs précis ;

Qu'en conséquence, une meilleure comparaison des marchandises offertes devient possible ;

Que cet accord peut, par conséquent, être considéré comme ayant une importance prépondérante dans la branche professionnelle envisagée ;

Considérant d'autre part,

Que cet accord pourra entraîner de façon appropriée des situations mieux réglées dans cette branche et qu'il y

a un intérêt général à ce que ses effets ne soient pas gênés ;

Que ses effets seraient gênés si les intéressés demeurant en dehors de l'accord n'étaient pas liés par ses dispositions ;

Qu'en conséquence, l'intérêt général exige l'attribution du caractère général obligatoire ;

Le *Journal Officiel* du 1^{er} novembre publiait d'autre part le texte de la Convention, qui contient les clauses suivantes :

Accord de la confection néerlandaise des robes

Les soussignés :

Amsterdamsche Confectie Industrie « Aglaia » N. V. et 21 fabricants au total, des articles dénommés à l'article 1 de cet acte, les participants ou chacun des participants à désigner ci-dessous déclarent s'être mis d'accord sur ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Chacun des participants s'engage aussi bien à l'égard de tous les participants ensemble qu'à l'égard de chacun des participants séparément, à ne vendre ou à ne livrer aux acheteurs établis aux Pays-Bas, de robes, ensembles, jupes d'enfants, blouses de dames et de jeunes filles et costumes, tous ces articles pourvu qu'ils ne soient pas fait en tricotage, qu'en observant intégralement les conditions d'achat et de vente stipulées dans cet acte, auquel chaque copie d'ordre ou confirmation d'ordre se référera.

ARTICLE 2. — En ce qui concerne l'application de cette convention, on entend par vente ou livraison, comme il est prévu à l'article 1, chaque livraison effective pour la consommation intérieure, des marchandises mentionnées à l'article 1^{er}, quel que soit le contrat dont elle résulte.

ARTICLE 3. — 1. — Le soin d'une exécution exacte et du

maintien de cet accord est confié à l' « Algemeene Japonnen Commissie » (A. J. C.)¹ qui est établie à Amsterdam et est composée de :

a) 5 représentants des participants à l'accord, à nommer par le ministre des Affaires économiques, sur la recommandation des participants de cet accord et que le Ministre peut destituer ;

b) 2 représentants des fabricants non participants à cet accord, à nommer et à destituer également par le Ministre ;

c) 2 représentants des acheteurs, également à nommer par le Ministre sur la recommandation des organisations d'acheteurs à désigner et à destituer par le Ministre ;

2. — La tâche et les pouvoirs de l'Algemeene Japonnen Commissie (Commission générale des robes), se limitent à ce qui est décrit expressément dans cet accord.

3. — L'Algemeene Japonnen Commissie se réunit sous la présidence du Bureau à nommer à cet effet aussi souvent que deux membres ou plus de cette commission ou le directeur du dit bureau, le jugent nécessaire.

C'est ce directeur qui a la charge des conventions.

4. — Les membres de l'A. J. C. demeurent comme tels en fonction jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur succession. En cas d'empêchement d'un ou de plusieurs membres de la commission, les autres constituent la commission.

5. — L'A. J. C. de même que les membres de cette commission, sont tenus à garder le secret sur tout ce qu'ils apprennent dans l'exercice de leurs fonction. De plus, ils ne peuvent, ni à l'égard du directeur, ni à l'égard du personnel du bureau à nommer, ni à l'égard du service de comptabilité ci-après à nommer, se prévaloir de pouvoirs quelconques pour prendre connaissance des données concernant un des participants en rapport avec l'exécution de cet accord, excepté si et pour autant que l'A. J. C. a été désignée comme instance chargée d'arbitrer des différends.

1. Commission générale des Robes.

6. — La direction journalière des affaires est confiée à cette fondation « Bureau van de Algemeene Japonnen Commissie ».

7. — La nomination et le licenciement du directeur sont faits par l'Algemeene Japonnen Commissie, sous la déclaration de non-opposition du Ministre.

8. — Le directeur et le personnel du bureau ne devront pas avoir d'intérêts dans la fabrication ou le commerce des marchandises de confection.

9. — Le directeur du bureau doit se faire assister, dans les affaires de nature financière ou administrative par un comptable qui ne pourra être le comptable d'aucun des participants.

10. — Le bureau se tient à la disposition de la Commission prévue à l'article 12 de la loi de 1935.

11. — Le directeur et le personnel du bureau sont tenus de garder le secret sur tout ce qu'ils apprennent dans leur fonction pour autant qu'il n'en est pas disposé autrement dans cet accord.

12. — L'obligation du secret pour les membres de l'Algemeene Japonnen Commissie, le directeur et le personnel du bureau n'existe pas à l'égard du représentant du Ministre mentionné au par. 17. de cet article.

13. — Le directeur du bureau est de plus autorisé dans un procès, intenté par lui en vertu des dispositions de cet accord, à faire usage de ce qu'il a appris dans l'accomplissement de sa tâche, pour autant que la chose est nécessaire pour la bonne fin de ce procès.

14. — Les modes de travail et de réunion de l'Algemeene Japonnen Commissie seront réglés dans un règlement intérieur à établir par cette commission sous l'approbation du Ministre.

15. — Le bureau est autorisé à ester en justice pour et au nom de tous les autres participants, en raison de toute inobservation prétendue de cet accord, observation incorrecte ou tardive de quelque partie que ce soit.

16. — Le directeur du bureau est autorisé — pour et au

nom de tous les autres participants, à adopter une disposition *ad hoc* pour toute inobservation de cet accord, — observation incorrecte ou tardive, de quelque partie que ce soit.

17. — L'Algemeene Japonnen Commissie est autorisée, si un ou plusieurs des participants de cet accord la désigne à cet effet, à arbitrer tous les différends qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution de cet accord, de quelque partie qu'il s'agisse. Elle est aussi autorisée à modifier l'amende prévue à l'article 5, si l'obligation principale a été remplie en partie.

18. — Si un représentant est désigné par le Ministre — dont la tâche sera de veiller à l'intérêt général — pour autant qu'il s'agisse de l'exécution de cet accord, ce représentant a le droit d'assister à toutes les réunions de l'Algemeene Japonnen Commissie et de prendre connaissance de tous les documents qui ont trait aux travaux de la Commission et à ceux du bureau. La Commission de même que le directeur du bureau ont de plus le devoir de tenir au courant ce représentant, de tous les travaux.

ARTICLE 4. — Chacun des participants s'oblige à fournir le plus rapidement au directeur du bureau, tous les renseignements qu'il désire de même qu'à communiquer le plus rapidement au directeur du bureau, toute infraction à l'accord venue à sa connaissance ou sérieusement soupçonnée par lui.

ARTICLE 5. — Sans préjudice des droits appartenant séparément à chacun des participants, chacun d'eux s'oblige à l'égard des autres collectivement à encourir une amende de mille florins pour toute inobservation de cet accord — observation incorrecte ou tardive — de quelque partie qu'il s'agisse, sous réserve des pouvoirs du directeur du bureau, comme il est prévu à l'article 3, par. 16.

ARTICLE 6. — 1. — Les frais résultant de cet accord et de son exécution, sont supportés par les participants, sur la base des montants à déterminer de bonne foi par l'Alge-

meene Japonnen Commissie, celle-ci pouvant faire une division en trois classes au maximum, d'après l'étendue des entreprises, des participants, pour autant qu'il s'agit des articles que concerne cet accord.

Cette détermination nécessite la déclaration de non-opposition de la part du Ministre. Le recouvrement est fait par le bureau.

2. — Lors de l'expiration de cet accord, les bénéfices existants sont répartis par l'Algemeene Japonnen Commissie, entre les participants, proportionnellement aux frais auxquels ils ont contribué en vertu du paragraphe précédent.

Conditions d'achat et de vente.

I. — *Livraison.*

Tous les envois voyagent aux frais et risques du vendeur. Le vendeur et l'acheteur respectivement qui sont gênés logiquement dans l'exécution de l'accord, par une cause quelconque de force majeure, telle que incendie, grève, lock-out ou par des perturbations similaires, tant du côté de l'une des parties que de celui des tiers, ont le droit, à la condition d'en donner avis par lettre recommandée à la contre-partie, dans le délai de cinq jours après l'apparition de la cause de force majeure, de s'estimer dégagés de son obligation de livraison et respectivement de son obligation de prendre livraison des marchandises. A défaut d'un tel avis, l'obligation d'exécuter l'accord continue à subsister intégralement.

II. — *Délais de livraison supplémentaires.*

Sauf en cas de commande d'articles confectionnés en stock, le vendeur qui ne livre pas à temps les marchandises commandées, a droit dans tous les cas, à cinq jours

ouvrables pleins, durant lesquels il peut encore livrer les marchandises.

Le délai est jugé partir du jour où un rappel écrit de l'acheteur a été reçu au bureau du vendeur. Si un rappel est reçu par le vendeur avant l'expiration du délai de livraison, le délai de livraison supplémentaire commence au premier jour qui suit le délai de livraison, étant entendu toutefois qu'un rappel, reçu plus tôt que trois jours avant l'expiration du terme de la livraison, est considéré comme n'ayant pas été émis valablement. Les dispositions de cet article ne sont pas valables pour les commandes considérées comme « ordres fixes ² », qui doivent être exécutées dans un délai de deux semaines avant Pâques, la Pentecôte, le 1^{er} Janvier et le 15 juillet.

III — *Réclamations.*

Toutes les réclamations doivent être déposées dans les dix jours qui suivent la réception des marchandises, sauf les réclamations concernant des défauts qui ne sont pas immédiatement perceptibles, mais qui ne peuvent être constatées que plus tard ; ces réclamations peuvent être déposées dans un délai de huit jours, après que l'acheteur a été logiquement en état de constater le défaut. Des retenues d'aucune sorte en raison de réclamations prétendues ne sont autorisées, à moins qu'au préalable une note de crédit n'ait été adressée à l'acheteur. En cas d'une réclamation autorisée, le vendeur après un nouvel accord peut livrer la commande dans un délai de huit jours, après que les marchandises ont été reçues par lui en retour. Cette disposition n'est pas valable en cas « d'ordre fixe », à moins que conformément à un nouvel accord, la livraison ait lieu avant l'expiration du délai de livraison fixé.

1. On appelle ainsi les commandes à livrer quinze jours exactement avant certaines grandes fêtes.

IV. — *Expédition.*

Toutes les livraisons ont lieu franco domicile, sauf les livraisons provenant de commandes inférieures à 25 florins, pour lesquelles les frais de transport sont à la charge de l'acheteur. Les frais de transport des envois en retour autorisés aux termes de ces dispositions, sont à la charge du vendeur. Les frais supplémentaires, occasionnés par une expédition en exprès, en grande vitesse, etc..., sont à la charge de l'acheteur à moins que le vendeur ait transgressé le délai de livraison, mais non le délai de livraison supplémentaire.

Des envois à vue, pour autant qu'ils sont demandés par l'acheteur, n'ont pas lieu franco et doivent être renvoyés franco dans un délai maximum de huit jours, excepté si sur l'envoi à vue l'acheteur conserve pour plus de 25 florins de marchandises, dans quel cas le reste peut être renvoyé en port dû, également dans un délai maximum de huit jours.

V. — *Conditions de paiement.*

Tous les paiements doivent avoir lieu à l'échéance sans aucun escompte. Seules les remises ci-après peuvent être accordées au maximum :

1° Contre remboursement 3 p. 100 ;

2° Franco paiement dans les huit jours après la date de la facture 3 p. 100 ;

3° Traite à trente jours après la date de la facture avec quatorze jours de vue, 2 p. 100 ;

4° Franco paiement à la fin du mois suivant celui au cours duquel la livraison a eu lieu, 2 p. 100 ;

5° Traite à trois mois avec quatorze jours netto, tandis qu'en cas de paiement plus tard que trois mois après la date de la facture, 6 p. 100 d'intérêts annuels sont comptés à partir du jour, où ces trois mois sont écoulés.

En dehors de ces remises, on ne peut accorder à l'acheteur aucune indemnité sous forme de primes sur le chiffre d'affaires, rabais, ducroire ou sous quelque autre forme que ce soit.

La taxe sur le chiffre d'affaires ou une autre taxe éventuelle à percevoir, qui suivant la loi doit être restituée ou acquittée par l'acheteur, est inscrite à part sur le compte de l'acheteur en dehors du prix d'achat.

VI. — *Dispositions finales.*

Toutes conditions contraires à l'une ou à plusieurs des dispositions énoncées ci-dessus, sont nulles.

Des créances sur la base de ces dispositions, au cas où l'acheteur persiste à ne pas les acquitter, peuvent être transmises pour être liquidées au directeur du Bureau de l'A. J. C. (Commission générale des robes).

Le juge civil à Amsterdam est, avec le juge qualifié aux termes de la loi fixant les compétences légales, toujours autorisé à prendre connaissance des litiges découlant de ces conditions, à moins que pour certains litiges on ait convenu d'un arbitrage.

Il faudra attendre un certain temps pour pouvoir juger des résultats de la première application de la loi hollandaise sur les ententes obligatoires. Encore faudra-t-il tenir compte des variations qui se produiront dans la conjoncture et qui pourront avoir des effets favorables ou défavorables sur la marche des affaires dans la branche de l'industrie envisagée. Il sera par suite difficile de déterminer quelle aura exactement été l'influence de la sanction donnée par le Gouvernement à l'Entente des robes. La presse socialiste a considéré comme un précédent dangereux, le fait de n'avoir appelé aucun représentant ouvrier à siéger dans la « Commission générale des robes », qui est

chargée de surveiller l'observation par les intéressés des dispositions de la Convention généralisée. Cette Commission, en effet, à côté de 5 représentants des signataires originaires de la « Convention néerlandaise des robes », comprend 2 représentants de la minorité dissidente, 2 représentants des clients et un représentant du Ministère des Affaires économiques, ce dernier ayant mission de défendre l'intérêt général.

On n'a pas trouvé d'autre part, dans les milieux libéraux, que les dispositions rendues obligatoires, présentaient une importance capitale pour la profession envisagée, conformément aux exigences de la loi de 1935 et qu'en outre, s'il s'agissait de lutter contre la concurrence déloyale de certains confectionneurs, les intéressés auraient pu utiliser la voie de recours normale en s'adressant au juge pour lui demander de punir les chefs d'entreprise coupables¹.

On pourrait répondre à cette objection qu'« à côté des méthodes de concurrence proprement malhonnêtes il y a des actes qu'il faut estimer inadmissibles, du point de vue d'une situation économique bien ordonnée² ».

Des critiques se sont également fait entendre sur le fait que les couturières qui fabriquent aussi des robes, ne tombent pas sous l'application des clauses de la Convention et qu'elles peuvent constituer un facteur susceptible d'en diminuer sensiblement l'efficacité.

Les « outsiders » a-t-on objecté³ vont être tenus comme les membres originaires de l'entente d'observer certaines

1. *De Telegraaf*, 29 octobre 1937.

2. Conclusions du X^e Congrès de la classe moyenne catholique (septembre 1933).

3. Langelaer Jr. *Economische Statistische Berichten*, 22 décembre 1937.

conditions de livraison et de paiement, mais il y a d'autres éléments, comme le choix des modèles et des tissus, qui agissent sur le calcul du prix de revient des robes confectionnées et à l'égard desquelles toute liberté est laissée aux intéressés.

D'un autre côté la Convention des robes, conformément du reste à la loi de 1935, ne contient aucune disposition relative aux conditions de travail, aux salaires par exemple, qui jouent pourtant un rôle essentiel dans l'établissement du prix.

Enfin, on s'est demandé, dans le cas présent, si conformément aux deux conditions posées par la loi de 1935 et aux motifs invoqués par le Ministre dans son arrêté du 1^{er} novembre :

1^o Il s'agissait de conditions d'une importance capitale pour la profession envisagée ;

2^o Si l'intérêt général exigeait la sanction gouvernementale.

D. — POUVOIRS DE PRIVER DE FORCE OBLIGATOIRE DES ACCORDS ENTRE ENTREPRENEURS ¹

L'article 6 de la loi de 1935, donne au ministre des Affaires économiques le pouvoir de priver de force obligatoire à l'égard de tous les membres d'un cartel, les clauses d'une telle convention lorsqu'elles sont de nature à porter préjudice à l'intérêt général.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les ententes obligatoires, c'est-à-dire depuis le 14 octobre 1935 et jusqu'au 31 juin 1937, ce Ministre n'a pas fait usage de

1. Rapport au Président de la Deuxième Chambre, qui ne mentionne pas les cartels dont il s'agit.

cette faculté, bien qu'il ait été saisi d'un certain nombre de requêtes à cet effet.

Un accord notamment contre lequel 13 demandes lui avaient été adressées, a reçu des modifications qui lui ont donné satisfaction. Dans trois autres cas, le Ministre n'a pas cru devoir intervenir, l'intérêt général ne lui paraissant pas menacé.

Les documents officiels ne publient pas les noms des cartels contre lesquels le département des Affaires économiques reçoit des requêtes tendant à priver des conventions de leur caractère obligatoire '.

1. La presse libérale s'est étonnée qu'une application de la loi n'ait pas été faite à la *Convention du Charbon* (Kolenconventie), accord de cartel constitué d'une part par les mines hollandaises, dont les mines d'État constituent l'élément le plus important, et les mines allemandes qui contrôlent 80 p. 100 des besoins du marché néerlandais en charbon, d'autre part par le groupe des importateurs individuels qui livrent 20 p. 100 de la consommation totale, en vue d'organiser et d'assainir cette branche de l'économie. Les membres de la Kolenconventie ont établi une réglementation de la vente des combustibles domestiques qu'ils prétendent imposer, sans les admettre à participer à la confection de cette réglementation, aux distributeurs représentés par les commerçants en gros et en détail ainsi que par les coopératives. Ceux-ci se sont élevés contre ce traitement inégal d'entreprises soumises au même accord et la « Fédération des Négociants en Combustibles aux Pays-Bas », qui groupe la moitié des commerçants de détail du pays, a protesté auprès du ministre des Affaires économiques, contre les pouvoirs dictatoriaux de cette entente.

Le Ministre n'a pas jugé que le cartel présentait un danger pour l'intérêt général mais il a obtenu des membres de la Convention du Charbon qu'ils apportent à leur entente certaines modifications. Toutefois, l'organe exécutif de la Convention, la « Commission des Combustibles Ménagers » conservait la faculté d'astreindre à des pénalités, ceux qui contrevenaient à la réglementation instituée, même quand il s'agissait de commerçants qui n'avaient pas été associés à son établissement.

La Convention du Charbon a même interdit aux agents chargés de la vente de ses produits de se joindre à l'action des sept organisations du pays qui projetaient d'entreprendre une protestation d'ensemble auprès des Pouvoirs publics contre le plan d'assainissement qu'elle avait établi. (*Nieuwe Rotterdamsche Courant*, 1^{er} octobre 1937, 27 et 30 novembre 1937.)

CONCLUSION

C'est contre la concurrence de l'Étranger qu'en règle générale, les producteurs nationaux acceptent de renoncer à leur opposition de principe à l'immixtion de l'État dans la vie économique, pour obtenir de sa part l'adoption des mesures de protection — droits d'entrée, contingents — qui leur réservent tout ou partie du marché intérieur. Quand, sous l'effet de la crise, plusieurs branches de l'économie hollandaise, privées de leurs débouchés traditionnels, se trouvèrent placées dans une situation critique, c'est encore à l'État qu'elles s'adressèrent pour obtenir les secours financiers qui devaient leur permettre de subsister. Mais, elles durent payer cette assistance d'une partie de leur liberté et se plier aux directives que le Gouvernement leur imposait pour les assainir et les adapter aux conditions nouvelles.

En outre, le développement du syndicalisme dans ce pays en faisant sortir l'élément ouvrier du cadre restreint de l'entreprise où il travaille, pour le faire entrer dans celui de la profession — et l'évolution parallèle qui se manifestait du côté patronal — devait dégager la notion de la profession, et poser le problème de l'organisation professionnelle sur le plan social. Celui-ci a reçu ses premières solutions de la libre initiative des intéressés avec les contrats collectifs de travail, pour en arriver ultérieurement aux contrats collectifs de travail obligatoires, marquant avec la création des Conseils professionnels

L'effort entrepris pour remplacer la lutte entre intérêts individuels, par l'accord entre groupements, d'employeurs et de salariés appartenant à la même branche économique. Cette notion de la profession devait s'affirmer d'autre part dans le domaine économique, lorsque sous l'influence des causes diverses, les chefs d'entreprises sentirent la nécessité de mettre fin à une concurrence sans frein, en sacrifiant une partie de leur liberté et en s'imposant volontairement des disciplines

Sur le plan social comme sur le plan économique, il faut donc constater la tendance qui se développait en vue de faire prévaloir l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel, dans le cadre de la profession.

La concentration dans l'industrie, le rôle du crédit, la possibilité du dumping pour la grande industrie, empêchant le jeu de la loi de l'offre et de la demande, montrèrent qu'il ne fallait pas compter sur la libre concurrence en tant qu'élément régulateur de la vie économique. L'autarcie pratiquée dans de nombreux pays, la fermeture des marchés, l'industrialisation des pays au standard de vie inférieur, amenèrent les producteurs hollandais à concentrer leurs efforts sur le marché national.

Il est donc évident que l'État qui les aidait à conserver ces débouchés, fut amené à chercher à stimuler et à coordonner la collaboration entre les industries nationales, et à s'opposer aux excès de la liberté économique, en raison de son incidence sur l'intérêt général, celui des entreprises menacées dans leur existence par des groupes puissants, celui des consommateurs mis en péril par les abus des cartels jouissant d'une position de monopole, celui enfin des classes ouvrières, qui souvent faisaient les frais de cette obligation d'abaissement de prix de revient

et de la concentration intensive, avec sa répercussion sur les occasions de travail. La question des ententes posa le problème des dissidents et ce sont encore les intéressés qui ont sollicité de l'État son intervention pour venir à bout de ces résistances, intervention qui a fait en Hollande l'objet de la loi du 24 mai 1935.

Si l'on en juge par la pratique de la loi hollandaise sur les ententes industrielles obligatoires, le Gouvernement actuel comme le précédent semble n'user qu'avec une très grande prudence des pouvoirs qu'il a reçus du Parlement, puisque depuis le mois d'octobre 1935, une seule application a été faite de cette loi, encore s'agit-il d'une industrie bien peu importante¹. Pourtant les Pouvoirs publics disposent d'un moyen de pression qui même non employé, est de nature à inciter les chefs d'entreprise individualistes à collaborer avec les autres membres de leur profession, pour éviter un contrôle de l'administration sur leurs affaires², et d'autre part les cartels déjà formés à ne pas abuser, au détriment des consommateurs, de leur position de monopole, l'État disposant maintenant d'un instrument de contrôle à leur égard. A ce point de vue-là, la loi de 1935 a certainement eu des effets heureux.

La principale objection qui lui a été faite, est de ne pas avoir été considérée par le Législateur comme une mesure provisoire, destinée à être supprimée une fois la crise passée. Il nous paraît que le désir des Pouvoirs publics a été de pousser les intéressés à s'organiser eux-mêmes sur le plan économique, pour s'adapter aux circonstances

1. Il y a eu une deuxième application dans la boulangerie en Février 1938.

2. Les résultats obtenus dans l'industrie textile (voir p. 93) sont très favorables à la loi.

nouvelles, issues des changements définitifs survenus dans la structure de l'économie mondiale. Son but a été surtout, à notre avis, de poser la base d'un système de corporatisme d'association qui s'épanouira lentement peut-être, mais de la seule initiative des intéressés, l'État se limitant à stimuler, sanctionner, contrôler et au besoin contenir.

Ce fut peut-être une grande sagesse de la part du législateur de ce pays d'avoir traité sur deux plans distincts, les questions sociales et économiques et d'avoir atteint par des voies parallèles les ententes industrielles obligatoires et les contrats collectifs de travail obligatoire. Il a évité de cette manière, l'opposition de principe de certains milieux qui, favorables aux premières, ne veulent pas que sous leur couvert, on institue en dehors de la loi, un contrôle des milieux ouvriers sur la gestion des entreprises.

La loi de 1935 fait confiance au mouvement spontané de la vie économique pour s'organiser en plaçant les intérêts de la profession au-dessus des intérêts individuels, mais en les soumettant à la règle du bien commun. Les Conseils professionnels, appelés déjà à jouer un rôle consultatif au moment où les ententes seront présentées à la sanction du ministre des Affaires économiques, verront sans doute leurs fonctions peu à peu s'étendre à d'autres questions économiques. Et, lorsque la profession se sera organisée par la collaboration des patrons et des ouvriers sur le terrain du travail, entre les chefs d'entreprises sur celui de l'économie, peut-être sera-t-il possible à l'État de se décharger d'une foule de tâches qui encombrant l'administration et dont il conservera seulement le contrôle.

Par l'organisation professionnelle contrôlée par les Pouvoirs publics, on atteindra le corporatisme d'association qui devra faire retrouver à l'économie nationale l'équi-

libre et la stabilité nécessaires et dont M. Pirou a dit qu' « il implique que chaque profession organisée au préalable recevra des attributions réglementaires, voire même sociales et même politiques ».

A côté de ceux qui font de l'économie organisée un dogme, il y a ceux et, nous sommes de ceux-là, qui croient que cette politique est devenue nécessaire par suite du développement de l'autarcie dans la plupart des pays.

Pourquoi, du reste, refuser à l'État, ce pouvoir de contrôler la vie économique du pays, lorsque l'intérêt général l'exige, alors qu'on a accepté ses interventions dans les rapports entre patrons et ouvriers avec les lois sociales, dans le domaine de la politique économique avec les droits d'entrée et les contingentements, dans les affaires même quand l'État est devenu entrepreneur et dans tous les cas où par suite de la crise il a dû intervenir directement pour secourir les affaires privées en détresse.

Nous ne désirons ni l'étatisme avec ses inconvénients bien des fois répétés, ni un individualisme dont les règles, si elles n'ont pas fait faillite, ne fonctionnent plus normalement dans l'économie actuelle. Nous ne voulons ni la tutelle de l'État sur la vie économique, ni la domination des trusts et des cartels, surtout quand il s'agit de groupements internationaux ayant la force de combattre avec des moyens financiers considérables, des entreprises nationales.

On ne peut ni politiquement, ni socialement, ni économiquement, ne pas voir le danger du critérium de la loi du plus fort. C'est par la collaboration volontaire, par des concessions réciproques que les hommes arrivent à comprendre la notion du bien commun et la nécessité de lui faire des sacrifices. La lutte entraîne des ruines aussi bien

pour le vainqueur que pour le vaincu et ce n'est pas toujours le meilleur qui est le plus fort. Il faut tâcher de s'entendre, de s'entendre pour s'organiser et si dans le domaine professionnel on fait appel à l'État pour arbitrer les intérêts en présence, ce n'est pas parce qu'il est le plus compétent, c'est parce qu'il est le plus puissant.

On admet les graves inconvénients de ce contrôle de l'administration sur la vie des affaires — on l'a pourtant admis dans d'autres domaines — sans qu'il se soit révélé aussi néfaste que ne se plaisent à le dire les adversaires d'un tel système.

Par les ententes, on organisera la prévision économique qui si elle n'arrête pas les crises, mettra les industries à même d'y mieux résister et permettra de remplacer les interventions fragmentaires des Pouvoirs publics par des mesures mieux étudiées et mieux coordonnées et par là plus efficaces, puisque elles seront réclamées non pour satisfaire à des demandes individuelles mais pour répondre aux désirs exprimés par une profession toute entière. Enfin nous croyons que les ententes faites sur le plan national contribueront à réaliser, dans de meilleures conditions, des conventions internationales préférables aux mesures gouvernementales pour régler les échanges entre différents pays.

C'est peut-être par l'entente volontairement consentie que les chefs d'entreprise retrouveront une liberté réelle, en sacrifiant à la cause professionnelle ce qui souvent n'était plus que l'apparence de l'indépendance. C'est pourquoi la loi hollandaise de 1935 nous paraît une réalisation assez heureuse par les principes qu'elle contient, les encouragements qu'elle comporte et les avertissements qu'elle adresse à ceux qui refusent de s'organiser ou qui menacent

par des « abus de liberté », la bonne organisation d'une profession. C'est une étape modeste mais pleine de possibilités, dans la voie de l'organisation professionnelle de droit public. Par contre le projet de loi tendant à restreindre la création de nouvelles affaires dans la grande industrie, nous semble plus dangereux, puisqu'il donnera aux Pouvoirs publics et non à la vie économique elle-même, la charge de limiter, selon les besoins du marché, le nombre et la capacité des industries dans une branche déterminée.

Que les intéressés s'organisent donc eux-mêmes, s'ils veulent éviter les conséquences de l'anarchie et les interventions qu'elles nécessiteront de la part de l'État. Qu'ils ne se laissent pas conduire par des considérations purement égoïstes et tiennent compte de tous les intérêts qui sont en jeu.

En permettant aux organisations ouvrières de participer, à titre purement consultatif, à la confection des ententes qui auront des conséquences inévitables sur les salaires et les occasions de travail, on donnera à ce facteur de la production, le sentiment de ses responsabilités et peut-être l'incitera-t-on à borner ses revendications non pas à tout ce qui serait juste, mais à ce qui est possible.

Vu :

Le Président de la thèse,

L. BAUDIN.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- Rapport van de Commissie inzake Ordening van het Bedrijfsleven (Rapport de la Commission sur l'Organisation professionnelle), Parti chrétien historique.
- Rapport inzake ordening van het Bedrijfsleven (Rapport au sujet de l'organisation professionnelle), Parti anti-révolutionnaire.
- SANDICK (A. A. van). — *De Ordening van een christelijk-historisch standpunt beschouwd* (l'Ordening considéré d'un point de vue chrétien-historique).
- De Vakbeweging en de Economische Opbouw. (Le mouvement syndicaliste et la reconstruction économique), Parti socialiste.
- MULLER (A. S. J.). — *La politique corporative*.
- PIETTRE (A.). — *L'évolution des ententes industrielles en France depuis la crise*. Paris, 1936.
- Rapport de la Commission instituée par le N. V. V. et le S. D. A. P. (Association syndicaliste néerlandaise et parti ouvrier social démocrate), sur De praktijk van de ondernemingsraden in het buitenland. (La pratique des Conseils d'entreprise à l'étranger).
- Brochure du « Verbond van Nederlandsche Werkgevers ». Fédération néerlandaise des employeurs sur la loi tendant à attribuer la force obligatoire à des ententes entre chefs d'entreprise et à priver de force obligatoire à l'égard de tous, de telles ententes entre chefs d'entreprise.
- Brochure de l'Association pour la défense des intérêts de l'Industrie des Briques.
- GERBRANDY (Professeur Dr. P. S.). — *Wetstoepassing of Wetsverkrachting* (Application de la loi ou violation de la loi).
- Lijnen voor de uitbouw van samenwerking onder bedrijfsgenoten tot ordening van het economisch leven*. (Directives pour l'extension de la collaboration entre membres de la même profession en vue de l'organisation de la vie économique (édité par les associations catholiques des employeurs, des ouvriers, de la classe moyenne et de l'agriculture).
- Ordening « Tweede Verslagboek »* (Deuxième Rapport des journées d'études sociales dans l'évêché de Breda).
- Parti catholique : *Een onderzoek omtrent wijziging van ons staatsbestel*. (Une enquête au sujet de la modification de la structure de l'État).

WITTEMAN (Mr. Dr. P. J.). — *De beteekenis voor het middenstandsbedrijfsleven van de wet op de ondernemersovereenkomsten* (La signification pour la classe moyenne de la loi sur les ententes entre chefs d'entreprise).

Duurzaam economisch herstel alleen mogelijk door ordening in productie en handel (Redressement économique durable seulement possible par l'organisation professionnelle dans la production et le commerce), édité par la Fédération des employés catholiques.

Organisation des professions en Belgique, éditée par l'Association des patrons et ingénieurs catholiques de Belgique.

GAULON (Roger-Jean). — *A la recherche de l'équilibre perdu*.

KYPRIOTIS (M.). — *Les cartels internationaux*.

TCHERNOFF. — *Ententes économiques et financières*.

REICHERT (Dr. J. W.). — *Chambre de commerce internationale : l'Organisation de la production*.

REVUES ET JOURNAUX

Tilburg's Studenten Weekblad « Viking ».

De Nederlandsche Mercur.

Economisch Statistische Berichten.

Naamlooze Vennootschap.

Revue de l'Institut international de statistique.

Revue mensuelle du bureau central de statistique des Pays-Bas.

De Telegraaf.

De Nieuwe Rotterdamsche Courant.

Algemeen Handelsblad.

La Documentation catholique.

Bulletin Quotidien.

Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris.

L'Usine.

L'Exportateur français.

Economische en sociale Kroniek.

De Nederlandsche Werkgever.

L'Activité Moderne.

Revue économique et financière du service de statistique de l'Amsterdamsche Bank. N. V.

Revue politique et parlementaire.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

LOI DU 8 JUILLET 1932

Portant création d'un Conseil économique

ARTICLE 2.

1. — Le Conseil économique répond par des avis aux demandes des directeurs des Ministères sur les questions d'ordre économique au sens le plus large du mot.

2. — Le Conseil économique peut prendre l'initiative de fournir au Conseil des Ministres et aux directeurs des Ministères des avis sur toutes les questions de cette nature.

3. — De plus, le Conseil effectue les travaux qui lui sont confiés par la loi.

ARTICLE 5.

1. — Sur la proposition du ministre de l'Économie nationale et du travail ¹, des commissions régulières du Conseil pourront être installées, en vue d'étudier certaines questions ou certains groupes de questions. Des membres autres que ceux du Conseil économique pourront être nommés dans ces commissions.

1. Actuellement ministre des Affaires Économiques.

2. — Les commissions régulières fournissent au Conseil, sur sa demande ou de leur propre initiative, des avis sur les questions dont l'étude est de leur compétence. Elles aident de plus le Conseil dans l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 8.

Le Conseil économique est autorisé à créer des commissions spéciales pour l'étude des questions dont l'examen ne rentre pas dans les attributions d'une commission régulière ou d'un organisme consultatif agréé. Des membres autres que ceux du Conseil peuvent être nommés dans ces commissions.

ARTICLE 9.

Les directeurs des Ministères sont autorisés à assister aux assemblées du Conseil et des commissions.

ARTICLE 13.

Le Conseil économique adresse chaque année au Ministère de l'Économie nationale et du Travail un rapport sur son activité et sur les constatations faites au cours de l'exercice écoulé, ainsi qu'aux directeurs des autres Ministères, si ledit rapport traite des questions ressortant de la compétence de leur département.

Publiée le 22 juillet 1932.

LOI DU 7 AVRIL 1933

Relative à l'institution de Conseils professionnels

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER.

Cette loi entend par « notre Ministre » : notre Ministre chargé de l'exécution de cette loi.

II. — CRÉATION ET SUPPRESSION

ARTICLE 2.

1. — Dans chaque branche, dans laquelle les circonstances s'y prêteront, un Conseil professionnel sera institué par Nous, soit dans tout le pays, soit dans une partie du pays.

2. — Si un Conseil est institué pour une branche d'industrie, nous établirons, s'il est nécessaire, celles de ses activités qui d'après la nature du travail, doivent être jugées comme appartenant à cette branche, et celles auxquelles s'étendra la mission du Conseil professionnel.

3. — Un Conseil professionnel peut être supprimé par Nous.

4. — Pour l'application de cette loi, une partie d'une branche de l'industrie ou un groupe d'entreprises peut être assimilé à la branche d'industrie.

III. — DE LA COMPOSITION

ARTICLE 3.

Les membres désignés par les associations professionnelles d'employeurs et d'ouvriers. — 1. — Un Conseil Professionnel se compose, sous réserve des dispositions des alinéas 1^{er} et 2^e de l'article 4, d'un certain nombre de membres à fixer par notre Ministre, s'élevant au minimum à 6 et au maximum à 20.

2. — Les membres peuvent se faire suppléer par des remplaçants.

3. — Les membres et les remplaçants sont pour la moitié nommés par l'association professionnelle ou les associations professionnelles d'ouvriers, à désigner à cet effet par notre Ministre, dont les membres sont pour la totalité ou pour une partie employés dans la branche.

Pour fixer le nombre de membres à nommer dans le Conseil professionnel par chaque association professionnelle désignée, notre Ministre, pour autant que les autres conditions exigées pour obtenir une bonne composition du Conseil professionnel le permettent, tient compte du nombre de membres que chacune des associations professionnelles désignées compte dans la branche.

ARTICLE 4.

Le Président et les autres membres. — 1. — Il peut être fixé par Nous, qu'un membre ou un remplaçant à nommer par notre Ministre, après accord avec le Conseil professionnel, qui ne travaille pas dans la branche pour laquelle

le Conseil professionnel a été institué, sera adjoint au Conseil Professionnel comme président ou comme président suppléant, avec ou non le droit de vote, pour toutes ou certaines activités.

2. — Sur la proposition du Conseil professionnel, ou de la Commission prévue à l'article 8, il peut être fixé par Nous que d'autres membres ou remplaçants à nommer par notre Ministre, après accord avec le Conseil professionnel qui ne travaillent pas dans la branche pour laquelle le Conseil professionnel est institué, seront adjoints au Conseil professionnel, avec ou non droit de vote, pour toutes ou pour certaines activités.

3. — Si la disposition du 1^{er} alinéa ne trouve pas d'application ou si l'application prévue par cet alinéa, ne concerne que certaines activités du Conseil professionnel, les membres du Conseil désignent parmi eux, comme président, un membre, appartenant aux groupes des ouvriers.

4. — Chacun d'eux sera président à son tour pour une demi-année ; le premier tour est fixé par le sort.

ARTICLE 5.

1. — Le Conseil professionnel désigne deux secrétaires du Conseil, un sur la proposition des membres qui appartiennent aux groupes des employeurs, et un sur la proposition des membres qui appartiennent aux groupes des ouvriers.

2. — Si le secrétaire n'est pas membre du Conseil, il a seulement voix consultative.

ARTICLE 6.

1. — Les membres du Conseil professionnel sont démis-

sionnaires tous les quatre ans et sont immédiatement rééligibles.

2. — Celui qui est nommé membre dans l'intervalle, est démissionnaire à l'époque où les autres membres du Conseil professionnel doivent l'être.

ARTICLE 7.

Le Conseil professionnel fixe réglementairement d'autres prescriptions concernant sa composition. A cet effet, il est possible de s'écarter des dispositions des articles 4, alinéas 3 et 4, 5, 6 et 30.

ARTICLE 8.

Avis pour l'institution ou la suppression. — 1. — Notre Ministre prend, avant de procéder à l'institution d'un Conseil professionnel, l'avis d'une Commission désignée ou formée par lui, sur l'opportunité d'un Conseil professionnel, sur le nombre des membres à nommer dans le Conseil, sur la question de savoir quelles associations professionnelles d'employeurs et d'ouvriers désigneront des membres du Conseil professionnel, sur la proposition, selon laquelle cela aura lieu, sur l'adjonction d'un président et sur tous autres sujets de nature telle que notre Ministre les juge nécessaires, en vue de l'institution d'un Conseil professionnel.

2. — Avant de procéder à la suppression d'un Conseil professionnel, notre Ministre prend l'avis d'une commission désignée ou formée par lui.

IV. — DES PROCÉDÉS DE TRAVAIL

ARTICLE 9.

L'Assemblée. — 1. — Le Conseil professionnel se réunit aussi souvent que le Président le juge nécessaire ou que deux membres ou plus du Conseil en manifestent le désir.

2. — Le Conseil se réunira, autant que possible, au moins six fois par an.

3. — Les Assemblées du Conseil ne sont pas publiques.

ARTICLE 10.

Prise de décisions. — 1. — Dans une assemblée du Conseil professionnel, aucune décision ne peut être prise, si la moitié au moins des membres appartenant au groupe des employeurs, et la moitié des membres appartenant au groupe des ouvriers, ne sont pas présents.

2. — Lorsque le Conseil émet des avis, une minorité est autorisée à faire connaître son sentiment dans un avis distinct.

ARTICLE 11.

1. — Le Conseil professionnel impose le secret sur les questions traitées dans une assemblée du Conseil, à ceux seulement qui y sont présents.

2. — Les membres du Conseil professionnel sont tenus au secret en ce qui concerne les documents adressés au Conseil par les autorités, prévues au 1^{er} alinéa de l'ar-

ticle 22, si sur ces documents le mot « secret » est inscrit ; la tenue du secret doit être observée, jusqu'à ce qu'elle soit levée par les intéressés.

ARTICLE 12.

Rapport. — Le Conseil professionnel remet annuellement à notre Ministre, à une date fixée par le Ministre, un rapport de ses activités au cours de l'exercice écoulé.

ARTICLE 13.

Commissions. — 1. — Le Conseil professionnel peut instituer dans son sein des commissions pour l'élaboration d'avis préparatoires ou pour l'étude de certaines affaires désignées par le Conseil. Le Conseil peut adjoindre à ces Commissions des membres n'appartenant pas au Conseil.

2. — Le Conseil établit, s'il est nécessaire, un règlement que la commission envisagée doit prendre en considération pour l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 14.

Règlement. — Le Conseil professionnel établit un règlement sur la réglementation complémentaire de sa méthode de travail. Une décision tendant à établir ou à modifier ce règlement, ne peut être prise que si deux tiers au moins des membres siégeant dans le Conseil professionnel, expriment un vote dans ce sens.

V. — DES ATTRIBUTIONS

ARTICLE 15.

Organe de liaison. — 1. — Le Conseil professionnel est compétent :

a) Pour établir des projets sur les conditions de travail, si possible sous forme d'un accord collectif de travail ;

b) Pour établir des projets pour le développement d'une bonne éducation professionnelle dans les écoles et cours professionnels, et à l'atelier ;

c) Pour étudier des mesures en vue de prévenir le chômage, de lutter contre le chômage et de développer les occasions de travail ;

d) Pour développer les échanges de vues entre les employeurs et les ouvriers dans les entreprises particulières au moyen d'un organe *ad hoc* ;

e) Pour développer la réalisation de fonds et d'autres institutions dans l'intérêt des ouvriers, soit pour toute la branche, soit pour une ou plusieurs entreprises dans cette branche ; de plus, à la requête des intéressés, pour exercer un contrôle et de ces fonds et de ces institutions, et de l'application ou de la participation à l'application de ces règlements concernant ces fonds et ces institutions ;

f) Pour étudier les questions techniques et commerciales de la branche, pour autant qu'elles influent sur la situation de l'ouvrier ;

g) Pour rassembler les données statistiques concernant la branche ;

h) Pour développer toutes les mesures qui peuvent

renforcer la bonne entente entre les employeurs et les ouvriers dans la branche.

2. — Si le Conseil professionnel désire avoir à sa disposition des données qui sont en possession d'administrations, relevant d'un département d'administration publique, il doit s'adresser au chef de ce département, en requérant la remise de ces données. Celui-ci acquiesce à cette requête, à moins que l'intérêt du service ou des obstacles financiers s'y opposent.

ARTICLE 16.

Organe de réglementation. — A l'égard des sujets, dont la réglementation ou un complément de réglementation est confié ou laissé à un Conseil professionnel, aux termes de la loi, celui-ci peut faire les ordonnances, qu'il estime nécessaires dans l'intérêt de la branche, en observant les règles posées dans les articles 17-21.

ARTICLE 17.

Une décision tendant à établir, modifier ou retirer une ordonnance ne peut être prise par le Conseil professionnel que si les deux tiers des membres au moins, appartenant aux groupes des employeurs, et les deux tiers des membres au moins, appartenant aux groupes des ouvriers, se prononcent dans ce sens, ainsi que la majorité des membres adjoints pour tous travaux.

ARTICLE 18.

1. — Les ordonnances du Conseil professionnel ont besoin de notre approbation.

2. — Elles sont adressées, dans les huit jours à notre Ministre; si dans les six mois qui suivent l'expiration du délai indiqué ci-dessus, l'approbation n'a pas été refusée, l'ordonnance est considérée comme ayant été approuvée. Une approbation n'est refusée que par une décision motivée.

3. — Les ordonnances approuvées par nous, sont publiées sous une forme qui sera déterminée par un règlement d'administration publique.

4. — Elles entrent en vigueur, à moins que l'ordonnance n'en dispose autrement, un mois après leur publication.

5. — Les ordonnances entrées en vigueur sont obligatoires aussi longtemps qu'elles n'ont pas été retirées par le Conseil professionnel ou qu'elles n'ont pas été abolies, par suite de la suppression du Conseil professionnel.

ARTICLE 19.

Une ordonnance du Conseil professionnel ne peut engager que les membres d'une branche. Par les membres de la branche, il faut entendre pour l'application de cet article, tous ceux qui effectuent ou font effectuer des travaux dans la branche ou dans l'entreprise desquels des travaux sont effectués auxquels s'étend la mission du Conseil professionnel.

Nous fixerons l'étendue et les limites de cette branche et des travaux prévus dans la phrase précédente pour autant que cela n'aura pas déjà été fait, en vertu du 2^e alinéa de l'article 2.

ARTICLE 20.

1. — Le Conseil professionnel peut fixer, pour une contravention à ses ordonnances, une peine d'emprison-

nement de deux mois au maximum ou une amende de mille florins au maximum.

2. — Les faits punissables, prévus dans les ordonnances des Conseils professionnels, sont considérés comme des contraventions.

ARTICLE 21.

La suppression du Conseil professionnel rend caduques, les ordonnances existantes, pour autant que nous n'en disposons pas autrement à l'égard de certaines ordonnances, dans notre décret de suppression.

ARTICLE 22.

Organe consultatif et d'exécution. — 1. — Le Conseil professionnel fournit des avis aux chefs des départements d'administration publique, aux directeurs des provinces et des communes, à l'inspection du travail, à la Baque d'assurance d'État, au Conseil des assurances, aux Conseils du travail, au Service gouvernemental contre le chômage et de médiation dans les questions de travail, ainsi qu'à tous les autres organismes gouvernementaux, soit sur la demande de ces autorités, soit de sa propre initiative, à l'égard de tous les sujets qui ont trait au travail dans une branche.

2. — Le Conseil professionnel peut également fournir ses avis aux organismes et aux personnes particuliers sur tous les sujets qui ont trait au travail dans cette branche.

3. — Si, en vertu des dispositions de la loi sur le travail, etc..., il est fait appel auprès de notre Ministre, celui-ci

prend, si dans la branche, à laquelle a trait l'appel, existe un Conseil professionnel, l'avis de ce Conseil ; dans des cas d'urgence, il peut être manqué à cette formalité ; l'avis du Conseil professionnel n'est également pas pris, lorsque celui qui interjette l'appel fait une objection à cet égard.

4. — Si un Conseil professionnel, en vertu du 3^e alinéa, donne un avis et que notre Ministre s'écarte de cet avis, dans sa décision, la décision de notre Ministre et l'avis du Conseil professionnel sont insérés dans le *Staatscourant* (*Journal Officiel*).

ARTICLE 27.

Organe de conciliation et de médiation. — 1. — En cas de contrat collectif de travail ou d'autres réglementations qui interviennent dans la branche et qui touchent les employeurs et les ouvriers, il peut être déterminé, que les différends qui en découlent, ou que les autres différends qui naissent en rapport avec le travail dans la branche, seront soumis à la décision du Conseil professionnel.

2. — Si, dans une branche, un différend qui a trait au travail, naît ou menace de naître, sans que la disposition du 1^{er} alinéa trouve son application, le Conseil professionnel a qualité pour employer ses efforts à prévenir ou résoudre ce différend.

LOI DU 25 MAI 1937

Concernant l'attribution de force obligatoire générale à des dispositions de conventions collectives de travail

Considérant qu'il est désirable d'établir des règles, concernant l'attribution de force obligatoire générale ou la privation de force obligatoire générale à des dispositions de conventions collectives de travail ;

Avons décidé et approuvé ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Cette loi entend par :

- a) « Notre Ministre » : notre Ministre des Affaires sociales :
- b) « Déclaration attribuant force obligatoire » : la déclaration attribuant force obligatoire générale prévue à l'article 2 ;
- c) « Dispositions déclarées obligatoires » : des dispositions d'une convention collective de travail, qui en vertu de l'article 2, ont reçu force obligatoire générale.

ARTICLE 2.

1. — Notre Ministre peut attribuer force obligatoire générale, dans tout le pays ou dans une partie du pays, à des dispositions d'une convention collective de travail,

qui sont en vigueur, dans tout le pays ou dans une partie du pays, à l'égard d'une majorité — à son avis, importante — de personnes travaillant dans une branche professionnelle. Ces dispositions sont alors, sauf dans les cas exceptés par notre Ministre, obligatoires, dans cette circonscription pour tous les employeurs et employés en ce qui concerne les conventions de travail, qui par la nature du travail auquel elles ont trait, tombent ou tomberaient sous la convention collective de travail, soit que ces conditions de travail aient déjà été conclues à l'époque où débudent les effets de la déclaration attribuant la force obligatoire, soit qu'elles soient conclues postérieurement.

2. — La déclaration attribuant force obligatoire a lieu pour une durée maxima de deux années, sauf pour les clauses, qui par leur nature ont un caractère de permanence plus accentué et à l'égard desquelles une durée plus longue peut être appliquée. L'époque à laquelle se terminent les effets de la déclaration attribuant force obligatoire, ne peut pas être fixée à une date plus éloignée que celle à laquelle la convention collective de travail pourrait se terminer, soit en vertu des dispositions de cette convention, soit en vertu de l'article 9 de la loi sur les conventions collectives de travail.

3. — Une déclaration attribuant force obligatoire, n'a pas d'effet rétroactif.

4. — Si les dispositions déclarées obligatoires concernent des acceptations de travail et des conventions tendant à l'exécution de quelques services, les prescriptions de cette loi, relatives à des conventions de travail à l'égard d'employeurs et d'ouvriers, trouvent une application correspondante.

5. — Sont exclues d'une déclaration attribuant force

obligatoire, des dispositions d'une convention collective de travail ayant pour but :

a) D'exclure la décision du juge quant à l'arbitrage de différends ;

b) D'exercer une pression sur des employeurs ou des ouvriers pour les faire adhérer à une association professionnelle d'employeurs ou d'ouvriers ;

c) D'instituer un traitement inégal des personnes organisées et non organisées ;

d) D'atteindre les ouvriers en maintenant des réglementations concernant les prix qui seront exigés de tierces personnes pour des marchandises ou des services fournis par les employeurs et concernant les conditions auxquelles ils sont fournis aux tiers par les employeurs.

ARTICLE 3.

1. — Toute stipulation entre l'employeur et l'ouvrier, contraire aux dispositions ayant reçu force obligatoire, est nulle ; à la place d'une telle clause, ce sont les dispositions ayant reçu force obligatoire, qui sont valables.

2. — L'annulation peut toujours être réclamée par le Conseil professionnel ou par les associations d'employeurs et d'ouvriers possédant la personnalité civile, dont les membres sont parties à une convention du travail, à laquelle les dispositions ayant reçu force obligatoire sont applicables.

3. — En cas d'absence, dans une convention du travail, de dispositions concernant des questions réglées dans des dispositions ayant reçu force obligatoire, ce sont ces dispositions ayant force obligatoire, qui sont valables.

4. — Les associations prévues au 2^e paragraphe, peuvent

exiger des employeurs ou des ouvriers, qui agissent contrairement aux dispositions ayant reçu force obligatoire, une indemnité pour le dommage qu'elles ou leurs membres éprouvent de ce fait. Si ce dommage ne peut être évalué en argent, il sera fixé une somme d'argent en équité, à titre d'indemnité.

5. — L'indemnisation, prévue au 4^e paragraphe, peut également être exigée par le Conseil professionnel, en faveur des associations prévues au 2^e paragraphe.

ARTICLE 4.

1. — La déclaration attribuant force obligatoire, ne peut avoir lieu qu'à la demande du Conseil professionnel, ou à son défaut, à la demande d'un ou de plusieurs employeurs ou d'une ou de plusieurs associations d'employeurs ou d'ouvriers, qui sont parties à la convention collective du travail.

2. — Le dépôt d'une requête tendant à l'obtention d'une déclaration attribuant force obligatoire, doit avoir lieu en tenant compte des prescriptions de notre Ministre à ce sujet.

3. — Notre Ministre doit annoncer au *Journal Officiel*, le dépôt de la requête. Un délai est fixé, au cours duquel des objections peuvent lui être soumises par écrit.

4. — Notre Ministre prend, au sujet de la demande tendant à l'obtention d'une déclaration attribuant force obligatoire, l'avis du Conseil supérieur du travail.

5. — Le demandeur est assujéti au paiement d'un montant, suivant un tarif à établir par notre Ministre, pour l'étude d'une demande tendant à l'obtention d'une déclaration attribuant force obligatoire. Notre Ministre

peut exiger que le demandeur verse une somme garantissant l'acquittement de ces droits. La disposition de ce paragraphe n'est pas applicable, si la demande tendant à l'obtention d'une déclaration attribuant force obligatoire, émane du Conseil professionnel.

ARTICLE 5.

1. — La décision par laquelle la déclaration attribuant force obligatoire est refusée, doit être motivée.

2. — La décision par laquelle la déclaration attribuant force obligatoire est prononcée, est motivée, si des objections ont été soulevées contre la requête, à la suite de la publication, prévue à l'article 4, paragraphe 3.

3. — La décision par laquelle la déclaration attribuant force obligatoire est prononcée, contient :

a) L'indication des dispositions auxquelles a trait la déclaration attribuant force obligatoire ;

b) L'indication de la date à laquelle la déclaration attribuant force obligatoire commence ses effets et de celle à laquelle elle cesse ses effets ;

c) Pour autant qu'il est nécessaire, une description du territoire et des travaux auxquels les dispositions, ayant reçu force obligatoire, sont applicables.

4. — Les décisions prévues aux paragraphes 1 et 2 sont publiées au moyen d'une insertion au *Journal Officiel*.

5. — Les déclarations attribuant force obligatoire, sont notées dans un registre, qui est tenu suivant les prescriptions de notre Ministre. Les conventions collectives de travail, dont les dispositions ont reçu force obligatoire, sont conservées comme annexes, dans le registre.

6. — Le registre prévu au paragraphe précédent et ses

annexes, sont sans frais à la disposition de chacun. Des informations écrites, concernant le registre, sont fournies à quiconque par notre Ministre, moyennant paiement des frais.

ARTICLE 6.

1. — Notre Ministre est autorisé à retirer en totalité, par une décision motivée, la déclaration attribuant force obligatoire.

2. — Si notre Ministre envisage de retirer la déclaration attribuant force obligatoire à des dispositions d'une convention collective de travail, il en donne connaissance à ceux qui sont parties à la convention collective de travail et les met en mesure de faire connaître par écrit ou verbalement leurs objections à ce sujet. De plus, notre Ministre entend sur la question le Conseil supérieur du travail, qui émet son avis dans un délai à fixer par notre Ministre.

3. — Un retrait de déclaration attribuant force obligatoire n'a pas d'effet rétroactif.

4. — La décision par laquelle la déclaration attribuant force obligatoire est retirée, est rendue publique par une insertion au *Journal Officiel*. Note du retrait est prise dans le registre, prévu à l'article 5, par. 5.

ARTICLE 7.

Les dispositions des articles 2 à 6, sont appliquées de façon correspondante, si la déclaration attribuant force obligatoire, concerne des modifications des conventions collectives de travail qui, en vertu de l'article 2, ont reçu force obligatoire générale.

ARTICLE 8.

1. — Notre Ministre peut priver de force obligatoire générale, des dispositions d'une convention collective de travail, si l'intérêt général l'exige.

2. — Si notre Ministre envisage de priver de force obligatoire une ou plusieurs dispositions d'une convention collective de travail, il en donne connaissance à ceux qui sont parties à la convention collective de travail et les met en mesure de faire connaître par écrit ou verbalement leurs objections à ce sujet. De plus, notre Ministre entend sur la question, le Conseil supérieur du travail, qui émet son avis dans un délai à fixer par notre Ministre.

3. — Une déclaration privant de force obligatoire, n'a pas d'effet rétroactif.

4. — La déclaration par laquelle la déclaration privant de force obligatoire, a été prononcée, est motivée. Elle est rendue publique par une insertion au *Journal Officiel*. Note est prise de la déclaration privant de force obligatoire dans le registre, prévu à l'article 5, par. 5.

ARTICLE 9.

1. — En cas d'une déclaration privant de force obligatoire une disposition d'une convention collective de travail, cette disposition est jugée ne plus faire partie de la convention collective de travail.

2. — Toute convention existant entre un employeur et un ouvrier à l'époque de l'entrée en vigueur de la déclaration privant de force obligatoire, basée sur la disposition privée de force obligatoire, est nulle.

ARTICLE 10.

Si le Conseil professionnel estime fondée la supposition, suivant laquelle, dans une entreprise, une disposition ayant reçu force obligatoire, n'est pas observée, il peut, en vue d'engager une poursuite légale, comme il est prévu à l'article 3, requérir de notre Ministre qu'une enquête soit effectuée. Notre Ministre peut charger de l'enquête, l'Inspection du travail. A l'égard des fonctionnaires de l'Inspection du travail, qui effectuent l'enquête, les dispositions de l'article 85, par. 1 et 2 et 4 de la loi du travail 1919, sont applicables. Le directeur général du travail présente à notre Ministre un rapport sur les résultats de l'enquête. Notre Ministre renseigne, à l'aide de ce document, le Conseil professionnel.

ARTICLE 14.

Ce qui est encore nécessaire à la préparation et à la mise en vigueur de cette loi et de son exécution, est réglée par règlement d'administration publique.

ARTICLE 15.

Cette loi peut être intitulée : « Loi sur la déclaration attribuant force obligatoire ou privant de force obligatoire des dispositions de conventions collectives de travail. »

ARTICLE 16.

Cette loi entre en vigueur à une date à fixer par Nous.

Le 25 mai 1937.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — Les interventions de l'état.	11
A. Les interventions de l'État.	11
1° Contingentements	11
2° Droits d'entrée.	12
3° Réglementation concernant les paiements internatio- naux	13
4° La loi sur les exportations en temps de crise.	13
5° La loi de rétorsion	13
B. Intervention de l'État dans la vie économique.	14
1° Mesures de crise dans l'agriculture.	14
2° Mesures d'assainissement dans la navigation et dans la batellerie	17
3° Projet de coordination des transports terrestres.	17
C. Mesures prises pour lutter contre le chômage	17
1° Création d'un fonds de travail	17
2° Restriction de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. . .	18
3° Restriction à la création de nouvelles affaires ou à l'ex- tension des affaires existantes dans le commerce et la petite industrie.	18
4° Projet de restriction à la création et à l'extension des affaires dans la grande industrie.	18
D. L'organisation professionnelle aux Pays-Bas	19
1° Le Conseil supérieur du travail	19
2° Les Conseils professionnels (Bedrijfsraden)	20
3° Les conventions collectives du travail obligatoires. . .	22
4° Les assurances sociales	23
E. Les Organismes économiques.	24
1° Le Conseil économique	24
2° Le Conseil de l'industrie (Nijverheidsraad)	24
3° Le Conseil de la classe moyenne (Middenstandsraad). . .	25
4° Les Chambres de Commerce et de l'Industrie	25
5° Le Service d'Informations Economiques.	25

CHAPITRE II. — Les ententes libres.	26
<i>A.</i> Quelques ententes libres.	26
<i>B.</i> La Centrale des peaux, cuirs et chaussures.	26
<i>C.</i> La Convention du sel.	31
<i>D.</i> La Convention textile.	35
<i>E.</i> La Fédération des intérêts du commerce des objets en or et en argent.	37
CHAPITRE III. — La loi du 24 mai 1935.	39
<i>I.</i> Motifs et but de la loi.	40
1° Les industriels constituent librement des ententes.	41
2° Avantages et inconvénients des ententes.	41
3° Texte de la loi.	44
<i>II.</i> Analyse de la loi du 24 mai 1935.	56
<i>A.</i> Quelles sont les conventions visées par la loi ?.	56
<i>B.</i> Conditions d'attribution à une entente de la force obligatoire à l'égard de tous les chefs d'entreprise de la branche.	59
<i>C.</i> Règlement d'administration publique préalable.	61
<i>D.</i> Conséquences juridiques.	62
<i>E.</i> Les pouvoirs du Ministre de modifier l'accord original.	63
<i>F.</i> Déclaration privant une entente de force obligatoire.	64
<i>G.</i> La Commission permanente du Conseil économique.	67
<i>I.</i> Composition de la Commission.	67
<i>II.</i> Rôle de la Commission permanente.	67
<i>III.</i> Mode de travail de la Commission.	69
<i>H.</i> Sanctions.	70
1° Sanctions civiles.	70
2° Sanctions pénales.	71
<i>I.</i> La Commission administrative de contrôle.	72
<i>J.</i> Dispositions diverses.	73
<i>III.</i> Critiques faites à la loi sur les ententes obligatoires.	74
Le rôle consultatif confié à l'élément ouvrier.	76
CHAPITRE IV. — La pratique de la loi de 1935	79
<i>A.</i> Les requêtes tendant à la sanction d'une entente qui ont été rejetées.	79
1° Industrie des pierres à chaux.	79
2° Industrie des briques.	80
3° Industrie du matériel isolant.	86
4° Industrie de la poudre de coquillage.	87
<i>B.</i> Les requêtes tendant à la sanction d'une entente qui sont en instance.	88
1° Industrie de la boulangerie.	88
2° Commerce de détail en tissus pour vêtements.	92
3° Industrie de la lithographie.	92

TABLE DES MATIÈRES

143

4° Commerce des objets en or et en argent.	93
5° Industrie textile	93
6° Industrie du sel	95
C. Les ententes déclarées obligatoires. L'Entente néerlandaise des industries de robes de confection.	96
D. Pouvoirs de priver de force obligatoire des accords entre en- trepreneurs	108
CONCLUSION.	110

PIECES JUSTIFICATIVES

<i>I.</i> Loi du 8 juillet 1932, portant création d'un Conseil économique.	119
<i>II.</i> Loi du 7 avril 1933 relative à l'institution de Conseils profes- sionnels.	121
<i>III.</i> Loi du 25 mai 1937, concernant l'attribution de force obliga- toire générale à des dispositions de conventions collectives de tra- vail	132

IMPRIMERIE
CH. HÉRISSY
:: ÉVREUX ::